

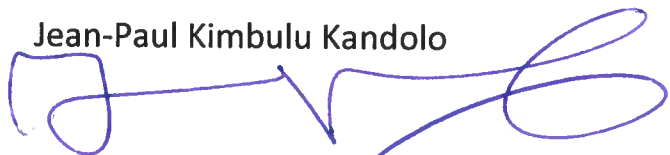
Facture numéro sept (7) d'honoraires de prestations de service de consultation-expertise en renforcement de capacités et dialogue pour le mois de Mai 2017, soit du 16 au 31 Mai 2017 au PNUD Madagascar

Forfait mensuelle prévu dans le contrat signé entre parties du 03/11/16 tel qu'amendé le 15 mai 2017, pour un montant de 7,540 US\$, couvrant le période du 16 au 31 mai 2017 et correspondant à la préparation, à l'organisation technique et à l'animation et à la modération des travaux de l'Atelier interactif avec les partis politiques à Madagascar sur « *l'élaboration de projets de société et de programmes politiques pour une démocratie apaisée et inclusive* », Hôtel Carlton, Anosy, 23-24 Mai 2017.

Les prestations incluait les tâches ci-après : recherche, conception, élaboration, conseil-appuis, orientation stratégique sur la substance, contexte, objectifs, résultats, méthodologie) ; les documents conçus, élaborés et validés (TDR, agenda, invitations, discours), disponibles, même si la réalisation matérielle a été reportée ultérieurement à cause de conflits d'agenda et de la décision du management, dont les sommaires des résultats et produits ci-joint.

Le Prestataire individuel a assuré la prestation des services de Consultant International, Expert en Renforcement de capacités et dialogues (Capacity Building and Dialogue Expert).

Jean-Paul Kimbulu Kandolo



Antananarivo, le 09/06/2017

Annexes :

1. **Sommaire rapport technique de consultation mois 6** de l'Atelier interactif des Atelier interactif avec les partis politiques à Madagascar sur « *l'élaboration de projets de société et de programmes politiques pour une démocratie apaisée et inclusive* », Hôtel Carlton, Anosy, 23-24 Mai 2017
2. ***Rapport technique de prestation de consultation*** Atelier interactif des Atelier interactif avec les partis politiques à Madagascar sur « *l'élaboration de projets de société et de programmes politiques pour une démocratie apaisée et inclusive* », Hôtel Carlton, Anosy, 23-24 Mai 2017
3. **TDR et agenda de l'atelier**
4. **Note conceptuelle**

Sommaire rapport des produits et résultats obtenus
Atelier interactif avec les partis politiques à Madagascar sur « l'élaboration de
projets de société et de programmes politiques pour une démocratie apaisée et
inclusive »

Hôtel Carlton, Anosy, 23-24 Mai 2017

Résultats escomptés	Résultats/produits obtenus
Les partis politiques discutent sur les processus, les stratégies et les pistes de réflexion pour mieux élaborer et faire connaître leurs idées et programmes de société ou des solutions alternatives, axés sur les idéologies, courants de pensées, à la population tant pendant les élections que pendant les périodes non-électorales.	<ul style="list-style-type: none"> 72 membres dirigeants des partis politiques, de toutes tendances confondues, ont suivi et débattu sur les idéologies et courants de pensées et leurs perceptions dans le monde, leur existence à travers l'histoire et le pluralisme politique malagasy; ils ont échangé sur l'importance des éléments indispensables et d'un processus inclusif et consultatif d'élaboration ou d'actualisation d'un programme politique ou projet de société d'un parti ainsi que les étapes pertinentes à suivre: (i) création d'une commission; (ii) examen et validation par les organes dirigeants; (iv) partage avec les membres et appui d'experts; (v) délibération à l'assemblée générale de tous les membres pour délibération (vi) adoption par le congrès national; publication (public et médias); ils ont, en plénière et en groupes, proposé des actions de remèdes pour avoir des projets contenant des éléments requis aux réalités malagasy, en même temps, axées sur les courants d'idées courantes au pays (droit, gauche, centre, libéraux) et qui reflètent la dimension genre, les droits de l'homme et la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale en vue d'un climat apaisé et inclusif
Ils disposent des outils pratiques pour faciliter l'échanges d'idées, de vision au tour des éléments fondamentaux requis aux réalités malagasy et l'élaboration des programmes et projets politiques déclinés et nuancés selon leurs courants de pensées idéologiques adaptés aux réalités malagasys.	<ul style="list-style-type: none"> Les participants disposent des instruments pertinents pour discuter et échanger sur le contenu et le processus d'un projet de société, notamment la liste de contrôle des 10 éléments essentiels d'un programme politique ou d'un projet de société des partis politiques sous forme de liste facultative de contrôle. Il s'agit en particulier, (i) d'une vision; (ii) d'une analyse de situation (problématique); (iii) de la déclaration de principes, valeurs, croyances et objectifs malagasy; (iv) d'une base idéologique et éthique nationales (v) des thèmes transversaux (genre, jeunesse, sensibilité aux conflits, droits de l'homme) (vii) des propositions de réformes (quantifiées et ciblées); (viii) d'un plan de financement (ciblé et réaliste). Ils ont les sources bibliographiques pertinentes pour des plus amples informations Ils ont des exemples précis de paragraphes formulés qui contiennent les mots clés transversaux et des éléments pertinents succincts de meilleurs projets évalués par un cabinet international (think tank), incluant notamment la problématique, la réponse (ciblée, chiffrée, mesurable et limitée dans le temps). Ils ont échangé sur la différence entre un programme fondamental ou manifeste (à long terme et général), et un programme politique ou électoral (à court terme, thématique et ciblé). Ils ont discuté de la pertinence d'un processus consultatif interne d'élaboration ou d'actualisation d'un programme et surtout de sa mise à disposition du public
Ils s'exercent à se regrouper ou s'allier selon les idéologies ou pensées politiques; à engager les débats d'idées et à être à l'écoute de leurs bases afin de proposer les leurs visions ou les choix alternatifs réalistes et raisonnables sous forme de programmes concrets qui contribuent à la démocratie apaisée et inclusive.	<ul style="list-style-type: none"> Les participants se sont exercés à se regrouper librement en 4 groupes de travaux repartis suivant les idéologies ou courants de pensées expérimentées à Madagascar (centre, droite, gauche, libéral) en transcendant leurs clivages et courants réels en vue de contribuer au climat apaisé et inclusif Ils ont débattu et réfléchi sur la manière de prendre en compte, dans les projets de société et programmes politiques, le genre; les droits de l'homme; et la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale Ceux qui ont choisi les courants « conservateurs de droits » se sont penchés sur la préservation des structures sociales, la stabilité, l'ordre et la sécurité sous l'angle des thèmes transversaux. Ceux qui se sont réclamés pour l'exercice, « socialistes ou progressistes », ont appliqué ces thèmes transversaux à la réduction des inégalités sociales injustes. Les « centraux » ont axé les thèmes transversaux sur la transformation et l'adaptation de la société de façon progressive et pragmatique, voir opportuniste et le dernier groupe, les libéraux, ont mis l'accent sur la liberté individuelle, l'économie de marché privé. Tous les 4 groupes ont, non seulement, traité des questions, en rapport avec l'idéologie et le thème d'exercice, mais aussi proposé des actions ou réflexions concrètes pour l'intégration des mêmes sujets.

<p>Ils sont amenés à identifier les stratégies et les axes prioritaires pour intégrer dans leurs projets de société et programmes politiques, les exigences de la diversité/représentativité, notamment, la promotion du genre, de la jeunesse et des droits de l'homme ainsi que la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les 4 groupes de courants de pensées pour l'exercice, ont préconisé les actions et propositions concrètes qui reflètent les thèmes transversaux, notamment les droits de l'homme, la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale, la jeunesse et le genre, dans les programmes politiques et projets de sociétés, en termes d'articulation, de dimension, de structures, mesures, place, actions, thématiques, problématique, activités ou réformes conformément aux idéologies qu'ils ont choisies librement...
<p>Les participants sont encouragés à articuler leurs actions prioritaires qui découlent d'une vision cohérente de société, déclinée selon leurs visions/pensées idéologiques pour promouvoir une pratique politique basée sur des visions et des idées.</p>	<p>Les 4 groupes, dont chacun comportait des membres mixtes issus des différentes sensibilités (opposition, pouvoir, femmes, hommes), ont pu transcender leurs divergences pour proposer des actions ou de réformes alignées aux idéologies choisies dans les groupes respectifs (centre, droite, gauche, libéral) en vue de la cohérence et de la synergie avec les idées principales</p>
<p>Évaluation : compilation et analyse des fiches</p>	<p>1. Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none"> Sur 60 participants présents au deuxième jour de l'atelier, 59 personnes ont rempli les fiches d'évaluation. Ainsi, 57 sur les 59 personnes, soit 95,5%, sont satisfaits des objectifs de l'atelier, qu'ils jugent atteints (dont 71% atteint en partie et 25,5 % parfaitement atteint) <p>2. Thèmes développés et explicités par rapport aux attentes</p> <ul style="list-style-type: none"> Idéologie politique : 57 sur 59 personnes, soit 96,39%, sont satisfaits des réponses Partis politiques et idéologies à Madagascar : 53 sur 59 personnes, soit 89%, sont satisfaits des réponses Partis politiques et pratiques politiques à Madagascar : 49 sur 59 personnes, soit 83%, sont satisfaits Produits/outils pratiques pour l'élaboration projet de société/programme politique : 54 sur 59 personnes, soit 92%, sont satisfaits Perspective de la diversité, de la représentativité et du genre dans l'élaboration des projets de société et programmes politique : 53 sur 59 personnes, soit 90% sont satisfaits Promotion et intégration des droits de l'homme et de protection des libertés dans les programmes des PP : 52 sur 59 personnes, soit 87% sont satisfaits Intégration de l'approche de la sensibilité aux conflits et cohésion sociale dans les projets de société et de programmes politiques : 53 sur 59 personnes, soit 90% sont satisfaits <p>3. Méthodologie</p> <ul style="list-style-type: none"> 56 personnes sur 59, soit 94%, sont satisfaits et la trouvent adapté <p>Organisation matérielle et logistique</p> <ul style="list-style-type: none"> Lieu : 58 sur 59 personnes, soit 99 %, sont satisfaits Horaire et durée : 54 sur 59 personnes, soit 92%, sont satisfaits Gestion du temps : 45 sur 59, soit 76%, satisfaits Matériels et fournitures : 55 sur 59 personnes, soit 94%, sont satisfaits

JPRKX



Au service
des peuples
et des nations

**Atelier interactif des Ateliers interactifs avec les partis politiques à Madagascar
sur « l'élaboration de projets de société et de programmes politiques pour
une démocratie apaisée et inclusive »
Hôtel Carlton, Anosy, 23-24 Mai 2017**

Rapport technique de consultation du mois # 6 Mai 2017

Jean-Paul Kimbulu Kandolo

Expert international en Dialogue politique et renforcement de capacités du PNUD

Programme de renforcement des capacités

Du Programme des Nations Unies pour le Développement

JPCK

Sommaire

Au mois de Mai 2017, la consultation a produit avec l'appui des collègues, les livrables ci-après :

Les livrables du mois de Mars 2017	
<p>Livrables 1 :</p> <p>Atelier interactif avec les partis politiques à Madagascar sur « l'élaboration de projets de société et de programmes politiques pour une démocratie apaisée et inclusive » a été réalisé, le rapport rédigé et rendu, incluant une évaluation des participants</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 72 membres des partis politiques, de toutes tendances, ont suivi et débattu sur les idéologies courantes et leurs perceptions dans le monde et à travers l'histoire politique malagasy; ils ont échangé sur les éléments indispensables ainsi que le processus inclusif et consultatif ainsi que les étapes à suivre d'élaboration d'un programme politique ou projet de société; ils ont, en plénière et en groupes, proposé des remèdes, axés sur les courants d'idées usuelles au pays (droit, gauche, centre, libéraux) et qui intègrent la dimension genre, les droits de l'homme et la sensibilité à la cohésion sociale • Ils disposent d'une liste de contrôle des 10 éléments essentiels pour discuter et échanger sur le contenu et le processus d'un projet de société ainsi que les sources bibliographiques pertinentes • Ils ont un exemple précis de formulation des mots clés transversaux et des éléments pertinents de meilleurs projets évalués (problématique et réponses ciblées, chiffrées, mesurables et limitées dans le temps). • Ils ont échangé sur la différence entre un programme fondamental à long terme et un programme politique ou électoral à court terme et ciblée) et sur la pertinence d'un processus participatif interne et de leur dissémination • Ils se sont exercés à se regrouper en groupes correspondant aux idéologies à Madagascar (centre, droite, gauche, libéral) en transcendant leurs clivages et en proposant des actions d'apaisement • Ils ont réfléchi sur la prise en compte, dans les projets politiques, du genre, des droits de l'homme et de la sensibilité à la cohésion sociale • Les <i>courants « conservateurs »</i> ont examiné les thèmes transversaux en lien avec la préservation des structures, la stabilité, l'ordre et la sécurité. <i>Les « socialistes ou progressistes »</i>, les ont appliqués à la réduction des inégalités sociales considérées injustes. <i>Les « centraux »</i> ont axé ces thèmes sous l'angle de l'adaptation de la société de façon progressive et pragmatique. Enfin, <i>les libéraux</i>, ont mis l'accent de ces thèmes sur la liberté individuelle, l'économie de marché privé. • Chaque groupe idéologique a préconisé les actions concrètes qui incorporent les thèmes transversaux dans les programmes politiques, en termes de dimension, structures, mesures, place, thématiques, problématique, activités ou réformes idéologiques • Les 4 groupes, composés des membres issus des différentes sensibilités (opposition, pouvoir, femmes, hommes), ont transcendé leurs divergences en faveur des recommandations idéologiques (centre, droite, gauche, libéral) • Les travaux aimés, modérés, cadrés, les thèmes présentés; les échanges et interactions facilités, les recommandations discutées, ajustées, clarifiées et validées ; le rapport rédigé et rendu

<p>Livable 2 :</p> <p>Aides mémoires les leçons apprises sont préparées et documentées</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés et leçons tirées du partenariat avec FES entre les managements a raffermi les liens entre les deux organisations. Toutefois, ces rapports ont laissé très peu de manœuvres pour les descriptions techniques, les séances habituelles d'harmonisation et de cohérence entre les facilitateurs et modérateur; nécessité d'équilibrer les intérêts variés (SNU-Gouvernement) ; • Le partenariat précédent avec les individualités présente l'avantage de promouvoir l'agenda du PNUD et du SNU, de contrôler les facilitateurs sans faire la publicité d'un autre partenaire concurrent, préparer techniquement les travaux en accord avec le management des organisations, sans réduire les rôles des techniciens....
<p>Livable 1 :</p> <p>Livable 2 : Personnes ressources nationales identifiées et sélectionnées</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 03 personnes ressources (un expert international et deux nationaux) de la Fondation Friedrich Ebert, une experte en genre (Gender links) et un expert international en droits de l'homme (Coordination HCDH), y compris moi-même (Expert en dialogue et renforcement des capacités), identifiés et répertoriés pour animer des thèmes spécifiques l'atelier (idéologies, histoire politique, pluralisme politique, liste de contrôle des éléments requis, dimension genre, promotion des droits de l'homme et sensibilité à la cohésion sociale) • Leurs expériences thématiques pertinentes, harmonisées avec les sessions et thèmes les concernant. • Les recherches effectuées ; l'expérience nationale combinée avec l'expertise internationale ; les supports didactiques et médiatiques préparés et apprêtés
<p>Les séances interactives de l'atelier avec les femmes leaders sont conçues supervisées et mise en œuvre</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les 5 sessions portant sur les thèmes variés ont été supervisés, aimés, modérés, cadrés, les thèmes présentés ; les échanges et interactions facilités ; les recommandations discutées, ajustées et validées et le rapport rédigé et rendu • Chaque session, éclatée en sous thèmes, développaient et combinaient les expériences nationales et internationales. • Les présentations et interventions adaptées et harmonisées
<p>Livable 3 :</p> <p>Livable 3 : les efforts de communication et de visibilité appuyés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le plan de communication revu et ajusté, avec l'U-Com, les messages cibles reformulés pour intégrer la substance des projets de sociétés et programmes politiques pour un climat propice apaisé, adressés au public, presse et partenaires . • Les supports de visibilité (banderole, clé USB, Roll-up) revus, reformulés ou ajustés ; et les messages reformulés au tour des projets de sociétés et programmes politiques et du climat serein • Le communiqué de presse revus et enrichis des produits/résultats de l'atelier. Les photos clé sélectionnées. • L'allocution de la Représentante résidente adjoint du PNUD au nom de la Représentante Résidente du PNUD Coordonnateur du SNU absente, préparée

2. Objectifs de la consultation

Les tâches assignées au Consultant-expert international résultent aussi bien des Termes de Référence, du contrat ainsi que des observations et orientations du management du PNUD et de l'évolution de la situation sur le terrain. Il s'agissait de superviser la préparation et l'organisation les ateliers de renforcement des capacités multi-acteurs, en l'occurrence les partis politiques. Aussi, d'identifier une expertise locale et internationale adéquate pour faciliter les sessions et servir de personnes ressources. En outre, soutenir la communication et la visibilité, concevoir et mettre en œuvre les initiatives de renforcement des capacités et de dialogue, y compris les

séances interactives en fonction de la dynamique des conditions ». Enfin, préparer et proposer un programme de dialogue de suivi à long terme. *Cependant, dans la pratique, la chronologie des activités prévues ainsi que leurs contenus ont été ajustés selon les orientations du management et la dynamique de terrain.*

3. Méthodologie

Les méthodes utilisées incluent la recherche, le renforcement des capacités et les échanges et orientations directes avec la Coordinatrice résidente, son adjointe en charge des programmes et des inputs et observations de l'équipe de gouvernance. Les données recueillies de diverses sources ont été compilées et consolidées à travers les rencontres, les réunions et les entrevues avec les principaux acteurs, les parties prenantes...

3.1. Revue documentaire nationale

La démarche a consisté à lire et à analyser des écrits, les données politiques et socio-économiques de Madagascar tirées des analyses situationnelles des programmes ou des plans du système des Nations Unies¹. Par ailleurs, la situation particulière de la Grande île a été exploitée à partir des publications nationales.² Il s'agissait aussi de consulter les sources indépendantes pertinentes³. Cette recherche documentaire a permis d'élaborer des termes de références, l'agenda indicatif de l'atelier ainsi que de préparer les présentations, soumis au management pour validation et inputs. Les modules pour engager les échanges entre les différents acteurs ont été finalisés à l'issue de ces recherches. ☐

3.2. Contexte

En dépit de leur activisme, les partis politiques malgaches restent faibles notamment, à cause de l'absence de programme politique et idéologique et de la primauté des intérêts individuels. Pour ce faire, ils ont sollicité d'être outillés à l'élaboration des projets de société et des programmes politiques axées sur les idéologies courantes, à l'issue de leurs travaux au sein du comité de suivi des recommandations réunis à l'Hôtel- Tamboho, Antananarivo, le 30 Mars 2017, où ils ont planifié le présent atelier. Sur le plan juridique, la loi 2011-012 relative aux partis politiques du 18 août 2011 précise, en son chapitre I, qu'un parti politique défend et met en œuvre un programme politique pour le développement socioéconomique et culturel de la nation. Il exprime ses objectifs dans un programme politique. On peut en déduire que le programme d'un parti inclue tous les documents qui l'aident à exprimer son opinion sous forme de projet de société pour les élections.

Il en résulte qu'en plus d'être structuré et organisé à l'interne, les partis, ont besoin d'avoir des idées et arguments pour séduire ou convaincre les électeurs, en produisant des programmes réalistes et

¹ tels que Plans d'action de Programmes Pays (PNUD), Plan- Cadre pour l'Aide des Nations Unies au Développement (UNDAF) de Madagascar (2015-2019) et Bilan Commun de Bureaux de pays des Nations Unies (CCA) à Madagascar; Projet 'Appui aux activités pré-électorales et aux acteurs politiques, signé entre le PNUD et la CENI ;; The Graduate Institute, Peace and Conflict Impact Assessment (PCIA), Madagascar 2010; rapport consolidé des diagnostic de conflits, (SFCG) ; Manuel de Formation pour la Démocratie, National Democratic Institute for International Affairs, USAID et Ambassade Américaine en Haiti ; Évaluation technique des projets de société des partis politiques | IMANI Francophone, Benin, Mars 2016 ; Planification stratégique pour les partis politiques : Un outil pratique Caspar F. van den Berg, International Institute for Democracy and Electoral Assistance (International IDEA), The Netherlands Institute for Multiparty Democracy (NIMD)

² tels que les partis politiques malgaches à travers les régimes et gouvernement successifs (Rendra Hasimbel Rabarininarison, Jean-Aime A. Raveloson, 2011 (FES); Rapport sur les conclusions et recommandations de l'atelier procédant avec les partis politiques tenu les 29 et 30 Août 2016 à l'Hôtel Ibis, Antananarivo (Raphael Ouattara); Le rapport à la politique à Madagascar : politisation et participation citoyenne (Premiers résultats de l'enquête « Afrobaromètre 2013 » à Madagascar)

³ Manuel de structuration d'un parti politique de FES (Friedrich Ebert Stiftung Cameroun/ Afrique centrale) ; Partis politiques et la démocratie, introduction à la formation politique, Wilhelm Hofmeister et Karsten Grabow ; Dialogue entre partis politiques : Guide du facilitateur, Brechtje Kemp, IDEA international / NIMD / Centre pour la paix et les droits humains d'Oslo ; Planification stratégique pour les partis politiques : Un outil pratique, Caspar F. van den Berg ; Manuel des partis politiques au benin, <http://www.kas-benin.de/manuel/PartisPolitiques.htm>; Les partis politiques et la transition vers la démocratie, Une Introduction en Création Démocratique de Parti Pour les Leaders, Les Organisateurs et les Militants, (National Democratic Institute for International Affairs (NDI)

raisonnables, sensibles au genre et à la cohésion sociale. L'objectif ultime étant de contribuer à la promotion d'une vie politique sereine à travers l'élaboration des programmes et des projets politiques appropriés et les débats d'idées axés sur une vision de la société, pour la démocratie apaisée et la cohésion sociale.

4. L'organisation de l'atelier interactif des Ateliers interactifs avec les partis politiques.

4.1. Introduction

Au cours du mois de Mai 2017, il s'est tenu du 23 au 24 Mai 2017, à l'Hôtel Carlton Anosy, à Antananarivo, Madagascar, un atelier interactif avec les partis politiques à Madagascar *sur « l'élaboration de projets de société et de programmes politiques pour une démocratie apaisée et inclusive »*. Il a été conjointement organisé par le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et le PNUD.

4.2 Appuis et conseils techniques

Les appuis et conseils techniques ont été apportés sous forme d'orientations stratégiques ; de proposition des modules /sessions d'échanges, de préparation des TDR et d'un agenda indicatif, d'intégration d'inputs du management, des collègues, de FES, des supports didactiques ; d'animation, de modération des sessions, des travaux de groupes et de rédaction de rapports. Cet appui technique était fourni tant au niveau de la préparation, de l'organisation et du rapportage

4.2.1. Appuis techniques et conseils au niveau de la préparation de l'atelier ¹

La supervision et l'orientation du comité organisateur (PNUD, MID, PBF ONCD) et le partage des responsabilités ; préparation des TDR en collaboration avec les collègues concernés et FES ; élaboration d'un budget type avec les inputs des collègues ; identification et visites des locaux réservés pour les ateliers ; supervision et mise à jour des listes des participants avec des adresses et information de contact ; identification, entretien et sélection des personnes ressources avec le concours du management et des collègues de gouvernance et répartition des interventions et thèmes complémentaires ; recherche et développement des thèmes convenus entre le management PNUD, FES et le gouvernement ; rencontre avec les personnes ressources pour harmoniser leurs interventions ; préparation des lettres d'invitation des participants et invités ainsi que de l'allocution de madame Marie Dimond, au nom de la Représentante Résidente du PNUD et Coordonnateur du SNU, avec l'U-Com, en intégrant les observations des collègues ; revue du plan de communication avec les collègues concernés pour y intégrer les aspects techniques ; supervision de la préparation des fiches d'évaluation et conception des modules et thèmes cohérents et complémentaires sous forme d'une note conceptuelle et d'agenda consensuel articulé autour de cinq sessions ci-après :
Session 1 : Contexte, objectifs, résultat et intérêt ; Session 2 : Éléments requis, conditions de projets de sociétés et programmes politiques porteurs ; Session 3 : Produits/outils pratiques ; Session 4 : Place des thèmes transversaux dans les programmes et projets de société ; Session 5 : Travaux de groupes.

Ces modules ont été déclinés en sous-thèmes repris dans le tableau ci-après :

Thèmes des sessions	Contenu des sous thèmes	Descriptions
1 ^{re} session : Introduction, présentation du contexte, des objectifs	Présentation du contexte, des objectifs, résultats et intérêt de l'atelier	Introduction, recadrage des débats et clarification de l'objet de l'atelier, du thème sur les éléments requis, conditions de projets de sociétés et programmes politiques porteurs. Intérêt de maîtriser les principales idéologies dans le monde pour mieux se positionner, orienter et adapter les programmes politiques et projets de société des partis politiques aux réalités malagasy, en fonction de leurs choix politiques et en tenant compte des thèmes transversaux
2 ^e session : Éléments de projets de sociétés et programmes politiques porteurs	Les idéologies principales dans le monde Histoire des partis politiques et leurs idéologies à Madagascar depuis 1960 partis politiques pratiques à Madagascar et politiques	Les notions sur la politique et l'idéologie pour un parti politique; les grands courants idéologiques démocratiques au monde (Conservatisme; Libéralisme; Social-démocratie/Socialisme démocratique) et les perceptions individuelles qu'ils façonnent Naissance des partis politiques à Madagascar; les partis et organisations politiques à Madagascar de 1956 à 1960 ; les partis politiques malgaches sous la première république (1958-1972); les partis politiques malgaches sous la deuxième république (1975-1991); les partis politiques malgaches sous la troisième république (1992-2009) ; les partis politiques malgaches depuis la mise en place de la quatrième république ; Caractéristiques du multipartisme à Madagascar (absence d'idéologie, personnalisation du pouvoir, intérêt personnel et manque de démocratie interne) et conséquences sur les institutions, la population, les crises et la démocratie
3 ^e session : Produits/outils pratiques	Produits/Outils pratiques : Liste de contrôle pour l'élaboration de projets de sociétés et programmes politiques	La liste de contrôle des 10 éléments clés d'un programme politique ou d'un projet de société des partis politiques à prendre en compte lors de leur élaboration. Illustration de deux exemples de meilleurs projets selon l'évaluation technique d'un cabinet international des projets de société des partis politiques et l'importance du processus inclusif et participatif d'élaboration ou d'actualisation d'un programme d'un parti
4 ^e session : Place des thèmes transversaux dans les programmes et projets de société	Perspective de la diversité, de la représentativité et du genre dans les projets de sociétés et programmes politiques malagasy Droits de l'homme et protection des libertés dans les programmes des partis politiques et leurs obligations Comment promouvoir et intégrer l'approche de la sensibilité aux conflits et cohésion sociale dans les projets de société et programmes politiques et exemples	Les objectifs de la présentation (réflexions et discussions sur les stratégies d'intégration du genre dans les projets de société des partis politiques), notions sur le concept genre ; les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de la femme, comment intégrer le genre dans le projet de société (conception, mise en œuvre, suivi et évaluation des politiques et des programmes dans toutes les sphères politiques, économiques et sociétales) ; et place du genre dans les structures, thématiques, activités, processus d'un parti Primauté des droits de l'homme, Obligation de respect par les partis politiques ; Droits de l'homme et programmes des partis politiques ; comment intégrer les droits de l'homme dans les manifestes des partis politiques à Madagascar: bilan, défis, opportunités et perspectives Notions; dimensions/indicateurs de la cohésion sociale ; exemple de formulation du Congrès National Africain (ANC) en Afrique du Sud, projets de société des partis politiques ; Principes de base de la sensibilité aux conflits et les conflits internes et leur règlement au sein d'un parti

OP KK

<p><u>4ème session : travaux pratiques</u></p>	<p>L'élaboration/propositions sous forme de pistes concrètes par thème pour l'intégration dans les projets de société et programmes politiques de la promotion du genre ; du respect des droits de l'homme ; et de la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale.</p>	<p>Orientation et répartition des groupes : Les participants étaient divisés en quatre groupes selon leurs affiliations idéologiques de l'exercice à Madagascar. Les membres de chaque groupe ont passé en revue les thèmes abordés lors des présentations et échanges. Il s'agit, notamment, de la perspective de la diversité, de la représentativité et du genre ; de l'intégration des droits de l'homme et de la protection des libertés et leurs obligations et de l'intégration de l'approche de la sensibilité aux conflits et cohésion sociale dans les projets de société et programmes politiques malagasy.</p> <p>Groupe 1 : focus sur la préservation des structures sociales, focalisation sur la stabilité, l'ordre et la sécurité</p> <p>Groupe 2 : ceux qui considèrent la plupart des inégalités sociales comme des injustes et doivent être réduites</p> <p>Groupe 3 : ceux qui prônent pour la transformation et l'adaptation de la société de façon progressive et pragmatique, voir opportuniste en conciliant changements et continuité</p> <p>Groupe 4 : ceux qui mettent la liberté individuelle au centre de la politique, assurent le bon fonctionnement d'une économie de marché, sans interventions étatiques</p>
<p>Septième session : Restitution des travaux de groupes en plénière et recommandations</p>	<p>Restitution des travaux des groupes en plénière en ordre de chaque groupe (1, 2, 3, 4,)</p>	<p><u>G1</u> <u>G2</u> <u>G3</u> <u>G4</u></p>

JPCK

4.2.4. Appuis techniques et conseils au niveau de l'organisation matérielle de l'atelier

Au cours de cette phase opérationnelle, l'appui était comme suivi :

Supervision de l'organisation logistique (hôtel, salle, affiches, exposants, décors, son-lumière, audiovisuel, disposition des tables, chaises etc.) ; détermination des besoins et préparation de la liste en matériel audiovisuel et informatique disponible à l'interne (rétroprojecteur, projecteur multimédia, écran, ordinateurs etc.) et mise en place des participants, invités, secrétariat, modérateur, personnes ressources, projecteur, écrans.

4.2.5. Appuis techniques et conseils au niveau de l'animations et modération des séances

Au cours des travaux des sessions, les appuis ont consisté à :

L'animation et la modération des présentations et interventions (introduction et transition des thèmes suivants, circulation de la parole, questions et réponses, coordination et cadrage des débats, idées maîtresses ; conception et formulation des exercices des travaux de *groupes destinés à approfondir les thèmes de la plénière et à réfléchir sur les recommandations et actions à entreprendre* ; **Préparation et animation de deux thèmes** : (i) *Liste de contrôle pour l'élaboration de projets de sociétés et programmes politiques*, (ii) *Comment promouvoir et intégrer l'approche de la sensibilité aux conflits et cohésion sociale dans les projets de société et programmes politiques et exemples* ; et appui à la rédaction des recommandations et résolutions de l'atelier.

4.2.6. Appuis techniques et conseils après l'organisation de l'atelier

À l'issu de l'atelier, les appuis se sont poursuivis sous forme de :

La collection et la constitution des listes et des coupures des journaux et de revues de presse sur la couverture médiatique écrite de l'atelier ; la co-rédaction du rapport analytique d'atelier avec le concours de la consultante nationale, en intégrant les inputs de l'Unité gouvernance ; et la supervision de l'analyse et la compilation des fiches d'évaluation.

4.3. Appui à la Communication et la visibilité

Au niveau de la communication et de la couverture médiatique, les appuis ont consisté, en collaboration avec d'autres collègues à :

Revue de la substance technique du draft du plan de communication en collaboration avec l'U- COM, en adaptant les messages cibles adressés à la classe politique, au grand public et la presse et aux partenaires.

Reformulation de la substance du projet de communiqué de presse, pour mieux clarifier le message du PNUD, les objectifs ainsi que la transparence dans l'organisation de l'atelier et reformulation du communiqué de presse en intégrant les messages clés du PNUD ainsi que le contexte et les produits clés.

4. Sommaire des résultats et produits obtenus

Résultats escomptés	Résultats/produits obtenus
Les partis politiques discutent sur les processus, les stratégies et les pistes de réflexion pour mieux élaborer et faire connaître leurs idées et programmes de société ou des solutions alternatives, axés sur les idéologies, courants de pensées, à la population tant pendant les élections que pendant les périodes non-électorales.	<ul style="list-style-type: none"> 72 membres dirigeants des partis politiques, de toutes tendances confondues, ont suivi et débattu sur les idéologies et courants de pensées et leurs perceptions dans le monde, leur existence à travers l'histoire et le pluralisme politique malagasy; ils ont échangé sur les éléments indispensables et le processus inclusif et consultatif d'élaboration ou d'actualisation d'un programme politique ou projet de société d'un parti ainsi que les étapes pertinentes à suivre: (i) création d'une commission; (ii) examen et validation par les organes dirigeants; (iv) partage avec les membres et appui d'experts; (v) délibération à l'assemblée générale de tous les membres (vi) adoption par le congrès national ; publication (public et médias) ; ils ont, en plénière et en groupes, proposé des actions de remédiation pour avoir des projets requis par les réalités malagasy, en même temps, axés sur les courants d'idées usuelles au pays (droit, gauche, centre, libéraux), lesquels reflètent la dimension genre, les droits de l'homme et la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale en vue d'un climat apaisé et inclusif
Ils disposent des outils pratiques pour faciliter l'échanges d'idées, de vision au tour des éléments fondamentaux requis aux réalités malagasy et l'élaboration des programmes et projets politiques déclinés et nuancés selon leurs courants de pensées idéologiques adaptés aux réalités malagasys.	<ul style="list-style-type: none"> Les participants disposent des instruments pertinents pour discuter et échanger sur le contenu et le processus d'un projet de société, notamment la liste de contrôle des 10 éléments essentiels d'un programme politique ou d'un projet de société des partis politiques. Il s'agit en particulier, (i) d'une vision ; (ii) d'une analyse de situation (problématique) ; (iii) de la déclaration de principes, valeurs, croyances et objectifs malagasy ; (iv) d'une base idéologique et éthique nationales (v) des thèmes transversaux (genre, jeunesse, sensibilité aux conflits, droits de l'homme) (vii) des propositions de réformes (quantifiées et ciblées) ; (viii) d'un plan de financement (ciblé et réaliste). Ils ont les sources bibliographiques pertinentes pour des plus amples informations Ils ont des exemples précis de paragraphes formulés qui contiennent les mots clés transversaux et des éléments pertinents de meilleurs projets évalués par un cabinet international (think tank), incluant notamment la problématique, la réponse (ciblée, chiffrée, mesurable et limitée dans le temps). Ils ont échangé sur la différence entre un programme fondamental ou manifeste (à long terme et général), et un programme politique ou électoral à court terme (thématique et ciblée). Ils ont discuté de la pertinence d'un processus participatif interne d'élaboration d'un programme et surtout de sa mise à disposition du public
Ils s'exercent à se regrouper ou s'allier selon les idéologies ou pensées politiques ; à engager les débats d'idées et à être à l'écoute de leurs bases afin de proposer les leurs visions ou les choix alternatifs réalistes et raisonnables sous forme de programmes concrets qui contribuent à la démocratie apaisée et inclusive.	<ul style="list-style-type: none"> Les participants se sont exercés à se regrouper librement en groupes de travaux repartis suivant les idéologies ou courants de pensées à Madagascar (centre, droite, gauche, libéral) en transcendant leurs clivages et courants réels en vue de proposer des actions qui contribuent au climat apaisé et inclusif Ils ont débattu et réfléchi sur la manière de prendre en compte, dans les projets de société et programmes politiques, le genre ; les droits de l'homme et la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale Ceux qui ont choisi les courants « <i>conservateurs de droits</i> » se sont penchés sur la préservation des structures sociales, la stabilité, l'ordre et la sécurité sous l'angle des thèmes transversaux. Ceux qui se sont réclamés pour l'exercice, « <i>socialistes ou progressistes</i> », ont appliqué ces thèmes transversaux à la réduction des inégalités sociales injustes. Les « centraux » ont axé les thèmes transversaux sur la transformation et l'adaptation de la société de façon progressive et pragmatique, voir opportuniste et <i>les libéraux</i>, ont mis l'accent sur la liberté individuelle, l'économie de marché privé. Tous les 4 groupes ont, non seulement, traité des questions en rapport avec une idéologie, mais aussi avancé des propositions concrètes par thème pour l'intégration dans les projets de société et programmes politiques.
Ils sont amenés à identifier les stratégies et les axes prioritaires pour intégrer dans leurs projets de société et programmes politiques, les exigences de la diversité/représentativité, notamment, la promotion du genre, de la jeunesse et des droits de l'homme ainsi que la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale.	<ul style="list-style-type: none"> Les 4 groupes de courants de pensées pour l'exercice, ont préconisé les actions et propositions concrètes qui reflètent les thèmes transversaux, notamment les droits de l'homme, la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale, la jeunesse et le genre, dans les programmes politiques et projets de sociétés, en termes d'articulation, de dimension, de structures, mesures, place, thématiques, problématique, activités ou réformes conformément aux idéologies qu'ils ont choisies librement...
Les participants sont encouragés à articuler leurs actions prioritaires qui découlent d'une vision cohérente de société, déclinée selon leurs visions/pensées idéologiques pour promouvoir une pratique politique basée sur des visions et des idées.	Les 4 groupes, dont chacun comportait des membres mixtes issus des différentes sensibilités (opposition, pouvoir, femmes, hommes), ont pu transcender leurs divergences pour proposer des actions ou de réformes alignées aux idéologies choisies dans leurs groupes respectifs (centre, droite, gauche, libéral) en vue de la cohérence et de la synergie avec les idées principales

Évaluation : compilation et analyse des fiches	<p>1. Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none"> Sur 60 participants présents au deuxième jour de l'atelier, 59 personnes ont rempli les fiches d'évaluation. Ainsi, 57 sur les 59 personnes, soit 95,5%, sont satisfaites des objectifs de l'atelier qu'ils jugent atteints (dont 71% atteint en partie et 25,5 % parfaitement atteint) <p>2. Thèmes développés et explicités par rapport aux attentes</p> <ul style="list-style-type: none"> Idéologie politique : 57 sur 59 personnes, soit 96,39%, sont satisfaites des réponses Partis politiques et idéologies à Madagascar : 53 sur 59 personnes, soit 89%, sont satisfaites des réponses Partis politiques et pratiques politiques à Madagascar : 49 sur 59 personnes, soit 83%, sont satisfaites Produits/outils pratiques pour l'élaboration projet de société/programme politique : 54 sur 59 personnes, soit 92%, sont satisfaites Perspective de la diversité, de la représentativité et du genre dans l'élaboration des projets de société et programmes politiques : 53 sur 59 personnes, soit 90% sont satisfaites Promotion et intégration des droits de l'homme et de protection des libertés dans les programmes des PP : 52 sur 59 personnes, soit 87% sont satisfaites Intégration de l'approche de la sensibilité aux conflits et cohésion sociale dans les projets de société et de programmes politiques : 53 sur 59 personnes, soit 90% sont satisfaites <p>3. Méthodologie</p> <ul style="list-style-type: none"> 56 personnes sur 59, soit 94%, sont satisfaites et la trouvent adaptée <p>4. Organisation matérielle et logistique</p> <ul style="list-style-type: none"> Lieu : 58 sur 59 personnes, soit 99 %, sont satisfaites Horaire et durée : 54 sur 59 personnes, soit 92%, sont satisfaites Gestion du temps : 45 sur 59, soit 76%, satisfaites Matériels et fournitures : 55 sur 59 personnes, soit 94%, sont satisfaites
--	---

5. Appuis techniques au bureau PNUD et Coordination

a. Élaboration d'une ébauche du programme à long termes Programme d'appui au renforcement des capacités, au dialogue, au climat apaisé, à la réconciliation et à la cohésion sociale à Madagascar, 2017-2019

i. Contexte

Poursuite de la finalisation d'un programme à long terme dans un contexte volatile affecté par les multiples facteurs à risque qui rendent le pays très vulnérable à l'escalade des crises en conflits violents, à l'explosion sociale ou à l'insurrection. Il est important de prévenir l'escalade des tensions, faciliter les pourparlers, réduire les fractures, atténuer les vindictes populaires tout en répondant aux besoins immédiats de réconciliation avant que la situation s'empire.

ii. Stratégies

- La stratégie proposée est de faire de la sensibilité aux crises, à la réconciliation et à l'attention à la cohésion sociale un des piliers des interventions transversales et informées. Elle est axée sur l'analyse des risques d'explosion pour prévenir le déclenchement ou l'escalade d'une tension ou d'un conflit en violence ouverte par le dialogue entre les individus ou les groupes.
- Ainsi, ce projet met l'accent sur l'alerte précoce pour éviter la récurrence des crises et atténuer les effets négatifs et inattendus des interventions selon les principes de la vulnérabilité et de la responsabilité partagées.
- Pour ce faire, il est crucial d'identifier et d'interpréter les signes précurseurs ou avant-coureurs des dangers d'éclatements ou d'escalade de violences, ou crises ainsi que leur dynamique au fil du temps. Ces éléments alimenteront les interventions ciblées d'atténuation, de réduction des risques en s'attaquant à leurs causes. Ainsi, les interventions nécessitent les soins et l'attention particulière pour ne pas nuire ni envenimer les tensions, encore moins, laisser pourrir la détérioration du climat politique.

Les interventions du Programme proposé sont articulées autour de quatre axes prioritaires :

Axe 1 : La promotion d'interaction, du dialogue, de collaboration et d'actions coopératives et communes pour l'environnement politique serein, la démocratie apaisée et de réconciliation
 Axe 2 : L'appui au renforcement des capacités individuelles et institutionnelles en matière de dialogue, prévention et résolution pacifique des différends ainsi que de la prise en compte de la sensibilité aux crises et à la cohésion sociale dans la planification et le développement
 Axe 3 : L'appui au processus de la réconciliation nationale et de justice transitionnelle en application de la loi 2016-037 du 15 décembre 2016 relative à la réconciliation nationale
 Axe 4 : Le développement et l'opérationnalisation d'une stratégie conjointe d'appui à la prévention des violences et des vindictes populaires, des crises politiques et à la cohésion sociale.

6. Défis et difficultés

Difficultés et leçons tirées des expériences, propositions d'amélioration pour la suite des activités

1. Défis et difficultés rencontrées d'organisation

- Les négociations directes du management avec FES, dans les moindres détails techniques réservées aux experts et facilitateurs, au détriment des orientations stratégiques, n'ont facilité la description technique et l'harmonisation des présentations
- Trop de précautions et contrôle au mépris des conditions de réalisations minimales
- La présence et le rôle du management lors des ateliers devront être expliqués et clarifiés

2. Leçons tirées

- La nécessité d'équilibrer les intérêts variés : (i) précaution de ne pas nuire ni occasionner les troubles et l'organisation professionnelle et technique; (ii) les craintes gouvernementales, les messages diplomatiques du PNUD/SNU pour la paix et la cohésion sociale ; (iv) la prudence et l'atteinte de résultats.
- La sensibilité et la technicité des thèmes exigent un temps de préparation et de description techniques d'harmonisation et de cohérence entre facilitateurs et modérateur après les orientations stratégiques du management
- les propositions techniques lui seront soumises pour validation (voir atelier leaders féminins et partis politiques) et des actions à prendre (TDR, agenda, description technique et répartition technique des thèmes, sélection et disponibilité des personnes ressources thématiques et traducteurs, cohérence des thèmes/sessions, agencement, liste,).

3. Recommandations pour améliorer la préparation

- Obtenir les orientations du management avec le partenaire à temps et faciliter l'harmonisation technique entre facilitateurs
- Orienter les thèmes/ discussions pour atteindre les résultats/produits escomptés
- Clarifier la présence et le rôle du management lors des travaux
- Planifier et organiser un atelier par mois selon un ordre chronologique convenu à respecter en vue de bien préparer les interventions, les supports et les documents
- Suivre une liste de contrôle ou l'échéancier conçu d'actions à prendre au cours de la préparation, l'organisation et de rapportage d'un atelier

- Privilégier l'option de travailler individuellement avec les personnes ressources qu'avec leurs organisations en vue de garder le contrôle et les orientations techniques et s'assurer de leur disponibilité

7. Recommandations

- Suivre une liste de contrôle ou l'échéancier ci-joint qui prévoit les actions à prendre au cours de différentes phases : préparatoire, organisationnelles et de rapportage
- Laisser la marge de manœuvre à l'expert international qui a déjà animé des ateliers plus difficiles et complexe entre acteurs politique



5- Galerie des PHOTO



JPVh



JPKM



Au service
des peuples
et des nations

Projet de renforcement des capacités multi- acteurs à Madagascar
Atelier interactif avec les partis politiques à Madagascar sur « l'élaboration de projets de société et de programmes politiques pour une démocratie apaisée et inclusive »
Hôtel Carlton, Anosy, 23-24 Mai 2017



Photo de famille avec les leaders des partis politiques

Rapport d'atelier

Jean-Paul Kimbulu Kandolo, Expert international en Dialogue politique et renforcement de capacités du PNUD

Tiana Ratsimbazafy, Consultante nationale du PNUD

Les Nations Unies
En collaboration avec le Gouvernement malgache

Programme de renforcement des capacités
Avec l'appui technique et financier
Du Programme des Nations Unis pour le Développement

JPK

Sommaire

Résultats escomptés	Résultats/produits obtenus
Les partis politiques discutent sur les processus, les stratégies et les pistes de réflexion pour mieux élaborer et faire connaître leurs idées et programmes de société ou des solutions alternatives, axés sur les idéologies, courants de pensées, à la population tant pendant les élections que pendant les périodes non-électorales.	<ul style="list-style-type: none"> 72 membres dirigeants des partis politiques, de toutes tendances confondues, ont suivi et débattu sur les idéologies et courants de pensées et leurs perceptions dans le monde, leur existence à travers l'histoire et le pluralisme politique malagasy; ils ont échangé sur l'importance des éléments indispensables et d'un processus inclusif et consultatif d'élaboration ou d'actualisation d'un programme politique ou projet de société d'un parti ainsi que les étapes pertinentes à suivre: (i) création d'une commission; (ii) examen et validation par les organes dirigeants; (iv) partage avec les membres et appui d'experts; (v) délibération à l'assemblée générale de tous les membres pour délibération (vi) adoption par le congrès national; publication (public et médias); ils ont, en plénière et en groupes, proposé des actions de remèdes pour avoir des projets contenant des éléments requis aux réalités malagasy, en même temps, axés sur les courants d'idées courantes au pays (droit, gauche, centre, libéraux) et qui reflètent la dimension genre, les droits de l'homme et la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale en vue d'un climat apaisé et inclusif
Ils disposent des outils pratiques pour faciliter l'échanges d'idées, de vision au tour des éléments fondamentaux requis aux réalités malagasy et l'élaboration des programmes et projets politiques déclinés et nuancés selon leurs courants de pensées idéologiques adaptés aux réalités malagasys.	<ul style="list-style-type: none"> Les participants disposent des instruments pertinents pour discuter et échanger sur le contenu et le processus d'un projet de société, notamment la liste de contrôle des 10 éléments essentiels d'un programme politique ou d'un projet de société des partis politiques sous forme de liste facultative de contrôle. Il s'agit en particulier, (i) d'une vision; (ii) d'une analyse de situation (problématique); (iii) de la déclaration de principes, valeurs, croyances et objectifs malagasy; (iv) d'une base idéologique et éthique nationales (v) des thèmes transversaux (genre, jeunesse, sensibilité aux conflits, droits de l'homme) (vii) des propositions de réformes (quantifiées et ciblées); (viii) d'un plan de financement (ciblé et réaliste). Ils ont les sources bibliographiques pertinentes pour des plus amples informations Ils ont des exemples précis de paragraphes formulés qui contiennent les mots clés transversaux et des éléments pertinents succincts de meilleurs projets évalués par un cabinet international (think tank), incluant notamment la problématique, la réponse (ciblée, chiffrée, mesurable et limitée dans le temps). Ils ont échangé sur la différence entre un programme fondamental ou manifeste (à long terme et général), et un programme politique ou électoral (à court terme, thématique et ciblé). Ils ont discuté de la pertinence d'un processus consultatif interne d'élaboration ou d'actualisation d'un programme et surtout de sa mise à disposition du public
Ils s'exercent à se regrouper ou s'allier selon les idéologies ou pensées politiques; à engager les débats d'idées et à être à l'écoute de leurs bases afin de proposer les leurs visions ou les choix alternatifs réalistes et raisonnables sous forme de programmes concrets qui contribuent à la démocratie apaisée et inclusive.	<ul style="list-style-type: none"> Les participants se sont exercés à se regrouper librement en 4 groupes de travaux repartis suivant les idéologies ou courants de pensées expérimentées à Madagascar (centre, droite, gauche, libéral) en transcendant leurs clivages et courants réels en vue de contribuer au climat apaisé et inclusif Ils ont débattu et réfléchi sur la manière de prendre en compte, dans les projets de société et programmes politiques, le genre; les droits de l'homme; et la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale Ceux qui ont choisi les courants « conservateurs de droits » se sont penchés sur la préservation des structures sociales, la stabilité, l'ordre et la sécurité sous l'angle des thèmes transversaux. Ceux qui se sont réclamés pour l'exercice, « socialistes ou progressistes », ont appliqué ces thèmes transversaux à la réduction des inégalités sociales injustes. Les « centraux » ont axé les thèmes transversaux sur la transformation et l'adaptation de la société de façon progressive et pragmatique, voir opportuniste et le dernier groupe, les libéraux, ont mis l'accent sur la liberté individuelle, l'économie de marché privé. Tous les 4 groupes ont, non seulement, traité des questions, en rapport avec l'idéologie et le thème d'exercice, mais aussi proposé des actions ou réflexions concrètes pour l'intégration des mêmes sujets.
Ils sont amenés à identifier les stratégies et les axes prioritaires pour intégrer dans leurs projets de société et programmes politiques, les exigences de la diversité/représentativité, notamment, la promotion du genre, de la jeunesse et des droits de l'homme ainsi que la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale.	<ul style="list-style-type: none"> Les 4 groupes de courants de pensées pour l'exercice, ont préconisé les actions et propositions concrètes qui reflètent les thèmes transversaux, notamment les droits de l'homme, la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale, la jeunesse et le genre, dans les programmes politiques et projets de sociétés, en termes d'articulation, de dimension, de structures, mesures, place, actions, thématiques, problématique, activités ou réformes conformément aux idéologies qu'ils ont choisies librement...

<p>Les participants sont encouragés à articuler leurs actions prioritaires qui découlent d'une vision cohérente de société, déclinée selon leurs visions/pensées idéologiques pour promouvoir une pratique politique basée sur des visions et des idées.</p>	<p>Les 4 groupes, dont chacun comportait des membres mixtes issus des différentes sensibilités (opposition, pouvoir, femmes, hommes), ont pu transcender leurs divergences pour proposer des actions ou de réformes alignées aux idéologies choisies dans les groupes respectifs (centre, droite, gauche, libéral) en vue de la cohérence et de la synergie avec les idées principales</p>
<p>Évaluation : compilation et analyse des fiches</p>	<p>1. Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none"> Sur 60 participants présents au deuxième jour de l'atelier, 59 personnes ont rempli les fiches d'évaluation. Ainsi, 57 sur les 59 personnes, soit 95,5%, sont satisfaites des objectifs de l'atelier, qu'ils jugent atteints (dont 71% atteint en partie et 25,5 % parfaitement atteint) <p>2. Thèmes développés et explicités par rapport aux attentes</p> <ul style="list-style-type: none"> Idéologie politique : 57 sur 59 personnes, soit 96,39%, sont satisfaites des réponses Partis politiques et idéologies à Madagascar : 53 sur 59 personnes, soit 89%, sont satisfaites des réponses Partis politiques et pratiques politiques à Madagascar : 49 sur 59 personnes, soit 83%, sont satisfaites Produits/outils pratiques pour l'élaboration projet de société/programme politique : 54 sur 59 personnes, soit 92%, sont satisfaites Perspective de la diversité, de la représentativité et du genre dans l'élaboration des projets de société et programmes politiques : 53 sur 59 personnes, soit 90% sont satisfaites Promotion et intégration des droits de l'homme et de protection des libertés dans les programmes des PP : 52 sur 59 personnes, soit 87% sont satisfaites Intégration de l'approche de la sensibilité aux conflits et cohésion sociale dans les projets de société et de programmes politiques : 53 sur 59 personnes, soit 90% sont satisfaites <p>3. Méthodologie</p> <ul style="list-style-type: none"> 56 personnes sur 59, soit 94%, sont satisfaites et la trouvent adaptée <p>Organisation matérielle et logistique</p> <ul style="list-style-type: none"> Lieu : 58 sur 59 personnes, soit 99 %, sont satisfaites Horaire et durée : 54 sur 59 personnes, soit 92%, sont satisfaites Gestion du temps : 45 sur 59, soit 76%, satisfaites Matériels et fournitures : 55 sur 59 personnes, soit 94%, sont satisfaites

JPK

Du 23 au 24 Mai 2017, s'est tenu dans la salle de conférence, Ravinala, de l'Hôtel Carlton Anosy, à Antananarivo, Madagascar, un atelier interactif avec les partis politiques à Madagascar sur « *l'élaboration de projets de société et de programmes politiques pour une démocratie apaisée et inclusive* ». Il a été conjointement organisé par le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et le PNUD.

I. Jour 1 du 23 Mai 2017

1.1. Cérémonie d'ouverture

Monsieur RAKOTONANDRASANA Velonjara, Chef de Service des Affaires politiques du Ministère de l'Intérieur et de Décentralisation, a modéré la cérémonie d'ouverture qui a été ponctuée par trois allocutions. **La première allocution a été prononcée par Madame le Représentant Résident Adjoint du PNUD, Marie Dimond, au nom** de Madame Violette Kakyomya, Représentant Résident du PNUD en mission à l'étranger. Elle a félicité l'initiative des partis politiques de constituer un comité de suivi des recommandations, composé des différentes sensibilités, dont les membres sont dynamiques et responsables. Après avoir remercié la Fondation Friedrich Ebert, pour leur disponibilité et leur collaboration dans l'organisation de l'atelier, elle a placé ce dernier dans le cadre du projet « Projet de renforcement des capacités multi-acteurs », dont les partis politiques, afin de créer un environnement favorable au dialogue en partenariat avec le Gouvernement malgache. Elle a aussi indiqué que la question des projets de société fait suite aux deux précédents ateliers avec les partis politiques. Le 1er en août 2016 portait sur l'organisation professionnelle dans un parti et ses missions et le 2ème, en février 2017, s'est focalisé sur « le leadership, les textes légaux, les principes fondamentaux, le paysage politique et l'apaisement. Elle a rappelé par la suite que le nouvel agenda de développement 2030 préconise la prise en compte de 5 éléments clés « 5P » ; P comme Population, Prospérité, Paix, Partenariat et Planète ; pour assurer le développement durable. Elle a ajouté que ce dernier requiert le changement des pratiques politiques pour mettre la population (hommes, femmes et jeunes) au cœur des préoccupations et travailler ensemble pour la prospérité et la paix dans la société. Ainsi, à travers leurs programmes politiques et projet de société, a-t-elle poursuivi, les partis politiques peuvent défendre les valeurs de la concorde, de la tolérance, d'inclusivité, de la diversité et du respect des droits fondamentaux de la personne. Des solutions pacifiques et bénéfiques à tous, sans distinction, sont envisageables dans une approche consultative et participative. Elle a réitéré en outre l'engagement du PNUD, à s'engager à faciliter un cadre d'échange, de rapprochements et de regroupements sur les idées ou les courants de pensée d'intérêt national ainsi que des solutions consensuelles au-delà des divergences, et selon les règles du jeu politique. Ainsi, elle a conclu son allocution en invitant les participants à échanger dans une atmosphère cordiale et les a souhaité plein succès aux travaux.

La deuxième allocution d'ouverture a été prononcée par Madame Eliana Bezaza, Présidente du comité de suivi des recommandations des ateliers politiques, qui a fait un bref rappel sur la mise en place du comité de suivi et de son bureau de coordination. Elle a souligné la volonté des partis politiques, toutes tendances confondues, à se mettre ensemble pour prendre leurs responsabilités et tenter de créer un environnement politique sain. Cela permettra de contribuer à mettre fin aux crises politiques cycliques qui ont détruit le pays ainsi que d'aboutir à la paix et à la croissance

économique à travers des élections libres, transparentes, démocratiques et acceptées par tous. Elle a par la suite évoqué le travail du comité de suivi des recommandations sur le code et les pratiques électorales. Elle a invité les partis à réagir sur le document afin de s'assurer qu'il traduise et reflète fidèlement les idées consensuelles des partis politiques. Le document sera envoyé aux diverses institutions nationales et les organes concernés comme la CENI, la Communauté internationale, et vulgarisé au grand public. Pour terminer son allocution, Mme la présidente du comité de suivi des recommandations a réitéré l'engagement du comité à soutenir la mise en œuvre des résolutions des ateliers et leur remerciement au PNUD pour leurs appuis et actions en faveur de la démocratie apaisée, et pour avoir rendu possible cette prise de conscience des partis politiques de leurs responsabilités.

La troisième et dernière allocution d'ouverture a été prononcée par Monsieur Célestin RASOLOMAHOLY RAKOTOZANANY, Secrétaire Général du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, qui a représenté Monsieur le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation. Il a placé son discours sous le signe d'une série d'actions de réunion et de concertation pour rechercher une vie politique paisible pour le pays, dont l'atelier constitue une étape dans le changement de la vie politique pour éviter les crises politiques cycliques. Il s'est réjoui de voir une présence massive des membres des partis politiques représentés à l'atelier, un signe qu'ils ont pris conscience de la nécessité d'avoir un projet politique. Ainsi, il estime qu'il s'agit là d'un pas vers la moralisation de la vie politique puisqu'il encourage les participants à concevoir les projets de société ou de programmes politiques à présenter aux électeurs. Il a terminé son intervention en saluant l'initiative du PNUD dans son appui à l'organisation de l'atelier.

Après ces trois allocutions, le maître de cérémonie a demandé aux participants de se présenter au nom de leur parti ou groupe politique en se mettant debout une fois appelé ou cité.

1.2. Participants

72 membres des partis politiques dont 18 femmes ont pris part à cet atelier, au rang desquelles, se trouvent les chefs et membres de bureaux politiques des partis politiques parlementaires (21), des groupements de partis politiques (2) et extra parlementaires (24), Chefs de service et les cadres du Ministère de l'Intérieur et de l'Office National de Concertation sur la Décentralisation (ONCD) pour assurer le secrétariat en coordination avec la consultante nationale.

1.3. Déroulement de l'atelier

Les travaux de session étaient *animés par Monsieur Jean Paul Kimbulu Kandolo, Expert international en Dialogue politique et renforcement de capacités du PNUD, modérateur principal.*

L'atelier comprenait 5 sessions portant sur les thèmes ci-après :

Session 1 : Contexte, objectifs, résultat et intérêt

Session 2 : Eléments requis, conditions de projets de sociétés et programmes politiques porteurs

Session 3 : Produits/outils pratiques

Session 4 : Place des thèmes transversaux dans les programmes et projets de société

Session 5 : Travaux de groupes

1.3.1. Première session : Contexte, objectifs, résultat et intérêt

Cette session a été présentée par Monsieur Jean-Paul Kimbulu Kandolo, Expert international en Dialogue et en renforcement de capacité du PNUD. Ce dernier a inscrit l'atelier dans le contexte de la mise en œuvre des résolutions du comité de suivi des recommandations des partis politiques, lequel avait ainsi planifié cet atelier lors de sa réunion du 30 Mars 2017. Ainsi, les partis politiques ont sollicité d'être outillés à l'élaboration des projets de société et des programmes politiques axés sur les grandes tendances idéologiques. Ces projets devraient prendre en compte la dimension genre, les droits de l'homme et la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale, à présenter à la population pour obtenir leur adhésion. Le facilitateur a exposé l'objectif général poursuivi par l'atelier, qui est de contribuer à la promotion d'une vie politique sereine à travers l'élaboration des programmes et des projets politiques et les débats d'idées axés sur une vision de la société. Il a ajouté, au titre de résultats attendus, qu'à l'issue de l'atelier, les partis politiques disposent des outils pratiques (processus, stratégies) pour faciliter leurs échanges d'idées en vue de l'élaboration des programmes et projets politiques axés sur les idéologies adaptés aux réalités malagasy et qu'ils prennent en compte dans ces documents, les exigences de la représentativité, notamment, la promotion du genre et de la jeunesse, ainsi que des thèmes transversaux tels que les droits de l'homme et la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale.

Après cette introduction, qui a permis de recadrer les débats et circonscrire l'objet de l'atelier, le modérateur principal a introduit le thème suivant portant sur les éléments requis, conditions de projets de sociétés et programmes politiques porteurs. À cet effet, il a précisé que les partis politiques ont besoin de maîtriser les principales idéologies dans le monde pour mieux se positionner, orienter et adapter leur programme politique et projet de société aux réalités malagasy et en fonction de leurs choix politiques.

1.3.2. Deuxième session : Éléments requis, conditions de projets de sociétés et programmes politiques porteurs

Cette deuxième session est divisée en trois parties. La première session concerne les principales idéologies politiques dans le monde. La deuxième expose l'histoire des partis politiques malgaches et de leurs idéologies depuis 1960 et la dernière relate des projets de société et pratique politique à Madagascar.

1.3.2.1. Les idéologies principales dans le monde

Ce thème a été présenté par Monsieur Marcus Schneider, Représentant Résident du Friedrich Ebert Stiftung. L'orateur a défini la politique en posant la question suivante: « **comment voulons-nous vivre en société?** ». Cette question entraîne une multitude de réponses avec la pluralité des partis politiques pour introduire ce qu'est l'idéologie. Ainsi, l'orateur a décrit l'idéologie comme un **système de pensée cohérent**, une certaine vision ou perception du monde qui **déchiffre** sa

PNUD à Madagascar | Maison Commune des Nations Unies – Galaxy Plaza – Andraharo – Route de Majunga – BP 1348, 101 Antananarivo | Tel: 00261 20 23 300 92 | Fax: 00261 20 23 300 42 | E-mail: registry.mg@undp.org | www.one.un.mg/pnud

complexité et qui donne des idées sur la structure de la société, sur l'origine et la possible résolution des conflits, et sur la manière dont agissent les intérêts dans ce monde. Elle détermine comment les hommes perçoivent la réalité et comment ils agissent. Ainsi, une même situation individuelle peut être perçue de façon très différente selon l'idéologie de l'individu.

Revenant à la question « comment voulons-nous vivre dans la société ? », l'orateur a cité quatre facteurs à prendre en compte. Il s'agit de (i) l'**idéologie** qui est un système de pensée cohérent qui donne des idées sur l'organisation de la société, (ii) les **intérêts** matériels et immatériels, qui dépendent de la position individuelle dans la société (iii) **les valeurs** qui sont des jugements, des normes d'ordre moral et d'éthique et (iv) l'**identité**. En fait, c'est la combinaison de ces facteurs qui mène à un « **projet de société** », a-t-il dit.

Le facilitateur a souligné aussi la nécessité d'une multitude de partis politiques pour une vraie démocratie. En effet, la raison d'être (le rôle, la mission) des partis politiques est de proposer un projet de société répondant à la question « comment voulons-nous vivre ? » et leur fonction est de conquérir le pouvoir à travers les élections. En outre, a-t-il ajouté, dans une démocratie, chaque parti politique doit se référer à une idéologie bien définie. Ainsi, il a exposé les trois grands courants d'idéologies qui sont le conservatisme, qui prône la préservation de l'ordre établi, la stabilité et l'ordre public ; le libéralisme qui met l'accent sur les libertés individuelles et le social-démocratie ou socialisme démocratique qui militent pour la réduction des inégalités et la répartition des richesses. L'orateur a conclu son intervention par la présentation de différents exemples de perceptions qui façonnent ces trois types d'idéologies. Par exemple, un individu en situation de pauvreté, qui attend la charité. Un pays, un destin commun pour les conservateurs ; la nationalité ne doit pas nécessairement découler du lien de sang (libéraux) et l'immigration contribue au développement. Il a aussi cité les perceptions des inégalités sociales, de la nationalité et d'immigration, de l'état providence, de la relation Etat-église dans les trois grands courants démocratiques.

Après débats, questions et réponses, les points ci-après ont été dégagés :

- Le nationalisme à Madagascar ne se ressemble pas au Front National en France. Pour les pays colonisés, le nationalisme est plutôt classé à l'extrême gauche tandis que pour les pays développés, il l'est plutôt à l'extrême droite
- Le parti Otrikafo s'est classé comme nationaliste. Il se dit plus proche du patriotisme
- Les idéologies politiques présentées sont les normes occidentales qu'il faut adapter aux valeurs et identités malagasy. Exemple : Le Fokonolona (les habitants du quartier ou Fokontany)
- Malgré les différentes idéologies appliquées à Madagascar, le pays va de plus en plus mal car les dirigeants arrivent par hasard au pouvoir. C'est là qu'ils créent leur propre parti politique.
- Le nationalisme est considéré comme neutre. Car, il existe des nationalistes de gauche et de droite comme il y a les nationalistes conservateurs, socialistes et libéraux.
- La dictature est un système de Gouvernement et non une idéologie.
- L'idéologie conservatrice n'est pas la même pour chaque pays. Elle dépend de l'identité et du contexte.

BRK

A titre de transition, le modérateur principal a expliqué qu'après avoir suivi et discutée sur les différents courants idéologiques et de pensées et leurs perceptions, il est question de voir comment elles sont transposées aux réalités et aux défis malagasy à travers l'histoire politique du pays et la pratique du pluralisme des partis dans les deux thèmes présentés successivement.

1.3.2.2. Histoire des partis politiques et leurs idéologies à Madagascar depuis 1960

Ce thème a été développé par Monsieur Jeannot Rasoloarison, chercheur-historien politique auprès du Friedrich Ebert Stiftung. Il a présenté l'évolution historique des principaux partis politiques malgaches et de leurs idéologies depuis la première création des partis politiques en 1946 jusqu'à la mise en place de la quatrième République. **En 1946**, les premiers partis politiques (PDM, MDRM, PADESM, MSM) étaient divisés par leurs idéologies autour de la lutte pour l'indépendance intégrale. Il y avait les nationalistes qui luttaient pour l'indépendance de Madagascar (PDS, MONIMA, AKFM), le refus de la domination française (UIT) et d'autres (PADESM, UDSM) qui militaient en faveur du maintien de Madagascar comme colonie française ou son territoire d'outre-mer (les rattachistes). Au cours de la **première République (1958-1972)**, les partis militaient en faveur de l'indépendance du pays, la lutte contre les inégalités et la laïcité. A cette époque, le Parti Social- Démocrate (PSD), dominait la scène politique et son idéologie était proche du socialisme assimilé à la démocratie et aux actions paysannes. Ce parti incitait la population au travail et privilégiait les libertés des provinces et la relation avec les occidentaux. Leurs idées étaient progressistes, proches du maoïsme paysanne dans la conduite des affaires. La **deuxième République (1975-1991)** est marquée par le socialisme révolutionnaire mené essentiellement par le Front National pour la Défense de la Révolution (FNDR) et l'AREMA (Avant-garde de la révolution malagasy). Ces partis politiques prônaient l'étatisation de l'économie, la nationalisation des secteurs-clés et la création des sociétés d'État ainsi que la malgachisation et la démocratisation de l'éducation. La **troisième république (1992-2009)**, est distinguée par l'augmentation du nombre des partis politiques (150 en 1995) et l'émergence des coalitions de partis politiques qui prennent les rênes, mais ils n'ont ni d'envergure, ni d'idéologie commune, mais ils défendent des intérêts particuliers. Le parti AREMA, qui prônait le socialisme- démocrate, déclinée en social-démocratie, a dominé jusqu'en 2001 avec FNDR. Au cours de cette période, on voit apparaître l'idéologie libérale ainsi que le libéralisme économique et politique. Il a été succédé par le parti TIM qui a opté pour le libéralisme. **A partir de la quatrième république**, dans leurs programmes, certains partis politiques malgaches se sont regroupés en général autour des mouvances, plates formes ou familles politiques notamment, celui de Ravalomanana, Rajoelina, Ratsiraka et Zafy. Ils avaient véhiculés comme idéologie la valorisation de la notion de « développement » et du « fihavanana » (TIM, MAPAR, HVM). En outre, la plupart des partis en vue sur l'échiquier politique se déclarent faisant partie du courant de la social-démocratie. Dans leurs programmes, la libéralisation économique apparaît. Mais, dans la pratique, l'idéologie n'est pas claire.

Le facilitateur a conclu que l'échiquier politique malgache a été toujours dominé par les partis et famille politique au pouvoir (PSD, ARENA, TIM) alors que, les partis de l'opposition sont systématiquement écartés.

1.3.2.3. Partis politiques et pratiques politiques à Madagascar

Ce thème a été présenté par Monsieur Jean Aimé Raveloson du Friedrich Ebert Stiftung. Il a commencé son intervention par la présentation des caractéristiques du multipartisme à Madagascar. Il a cité entre autres l'absence d'idéologie car la perception de la politique ne se définit pas par rapport aux valeurs, à une vision ni à une idéologie. Très peu de différences aux niveaux des projets de société. Il y a aussi la personnalisation du pouvoir et la faible prise d'initiatives d'auto-organisation des membres des partis politiques et des citoyens en général. En outre, il a expliqué que le pouvoir, la légitimation du pouvoir, et les politiques ne se construisent autour de personnes/personnalités, d'intérêts particuliers et du système de clientélisme. En conséquence, il y a désengagement croissant des populations de la politique et des élections.

L'orateur a par la suite présenté quelques conséquences de ces caractéristiques. Il a expliqué que les institutions formellement démocratiques sont là, mais n'exercent pas suffisamment leurs rôles. Ainsi, la population et les électeurs se désengagent progressivement de la politique. En outre, l'instabilité politique aggrave la crise sociale et économique.

Pour terminer, le facilitateur a souligné que ce sont seulement les partis politiques ancrés à travers l'idéologique et les valeurs au sein de la population qui peuvent stabiliser et consolider une démocratie naissante. En outre, dans le contexte socio-economique de pauvreté à Madagascar, les partis politiques peuvent amener les différentes couches de la population à se rendre compte par elles-mêmes de leur position sociale respective et à être dans la capacité d'agir pour promouvoir leurs intérêts et sortir de leur situation de précarité. Toutefois, cette prise de conscience (politique) n'est possible qu'à travers l'orientation de la population et des électeurs par rapport à des idéologies, valeurs, identités et intérêts.

Il résulte des échanges, débats, questions et réponses plusieurs points ci- après :

- L'idéologie nationaliste est compatible avec la démocratie. Elle peut être à gauche, au centre ou à droite.
- La dictature n'est pas une idéologie, mais une manière de gouverner de manière autoritaire
- La politique nationale a été influencée par l'histoire du monde et il y a toujours eu de métissage idéologique à Madagascar,
- Le choix de l'idéologie par les partis politiques devrait se faire en fonction des besoins de la population. Il devrait également tenir compte des normes et valeurs sociétales. Ainsi, les projets de société devraient considérer les problèmes de la société,
- Il est fondamental d'écrire l'histoire politique national car elle permet d'évaluer l'évolution les idéologies prônées par les partis politiques,

- Les partis politiques doivent reprendre les idéologies qui ont connu de succès,
- Le fédéralisme est un concept promu dans les années 50 par les partis à enclavage provinciaux. Il a été considéré comme un obstacle à l'unité de l'Etat et un concept anti « merina ». L'explication des forces et des faiblesses du concept auprès de la population aurait permis à cette dernière à se positionner,
- Les pratiques politiques à Madagascar ne suivent pas les normes. L'idéologie appliquée n'est pas adaptée aux besoins de la population. Elle n'a pas permis de mobiliser les gens à apporter des changements. En effet, elle n'est pas claire et change suivant les acteurs. Officiellement, le pays se dit être conservateur mais avec les bailleurs, il devient libéral. Avec la population, il est plutôt social-démocrate.
- Incohérence remarquée entre l'affiliation des partis politiques aux groupes parlementaires, leurs actions politiques (motions) et votes de loi sans respect de consignes ni mot d'ordre de groupe. Tantôt pour tantôt contre.
- Madagascar n'a pas de vision commune. Il y a une mauvaise gouvernance et les politiques publiques sont inefficaces et ne touchent pas la population,
- Le Code électoral et/ou la constitution doit prévoir les sanctions à infliger aux partis qui ne disposent pas de projet de société et de programme politique.

Après les échanges sur la traduction des différents courants idéologiques au cours de phases successives de l'histoire politique malagasy (1ère, 2^e, 3^e et 4^e république) ainsi que la pratique du multipartisme politique, le modérateur a introduit la présentation des produits/outils pratiques pour l'élaboration des projets de société et de programme politique en termes du contenu et du processus requis..

1.3.3. Troisième session : Produits/Outils pratiques

Cette troisième session a été présentée par Monsieur Jean Paul Kimbulu Kandolo, expert international en dialogue Politique et renforcement des capacités. Elle consistait essentiellement à développer les différents éléments essentiels d'un programme politique ou d'un projet de société des partis politiques sous forme de liste de contrôle.

Le facilitateur a listé les 10 éléments clés à prendre en compte lors de l'élaboration d'un projet de société et d'un programme politique. Il s'agit en particulier, (i) d'une **vision** qui définit le but ou l'objectif, ou l'horizon vers lequel tendent tous les efforts et actions ultérieurs ; (ii) l'analyse de la situation pour mieux apprécier **l'état de lieux de la problématique** ; (iii) la **déclaration de principes, des valeurs, croyances et objectifs** qui permet d'instaurer la confiance, le respect et la responsabilisation des acteurs et de la population ; (iv) les **bases idéologiques et éthiques** qui orienteront leurs actions politiques et sociales ; (v) les **thèmes transversaux** (genre, jeunesse) ; (vi) une **stratégie de communication et d'un système d'information** ; (vii) d'une **proposition de**

JPK

réformes ou promesses quantifiées (priorités, moyens nécessaires, réponse ciblée quantifiable) ;
(viii) d'un **plan de financement ciblé** pour atteindre les objectifs fixés.

Pour illustrer son intervention, l'orateur a partagé deux exemples de meilleurs projets selon l'évaluation technique d'un cabinet international des projets de société des partis politiques. Il s'agit du projet des candidats à l'élection présidentielle au Benin Lionel Zinsou et Abdoulaye Bio Tchané, lesquels ont présenté aux électeurs et au public leurs projets incluant la problématique, la réponse ciblée, chiffrée, mesurable et limitée dans le temps. Il a enchaîné son adresse sur la différence entre programme fondamental (manifeste), qui fonde l'identité et l'orientation politique d'un parti et qui développe les valeurs, les objectifs et les revendications à long terme et général, alors que les programmes politiques ou électoraux, traite des questions politiques d'actualité à court terme et ciblées en perspectives des échéances électorales.

Pour terminer, l'orateur a évoqué l'importance du **processus inclusif et participatif d'élaboration ou d'actualisation d'un programme fondamental** d'un parti. À ce sujet, Il a cité quelques étapes à suivre pour élaborer un projet : (i) la création d'une commission pour déterminer les grands thèmes et élaborer un brouillon ; (ii) l'examen et la validation du projet aux niveaux des différents organes du parti ; (iv) partage avec un grand nombre de membres du parti, avec l'appui d'experts (conseil) ; (v) délibération au niveau de l'assemblée générale de tous les membres du parti et (vi) l'examen et l'adoption du projet par le congrès national qui assure sa publication et sa mise à disposition au public et aux médias.

Cette troisième session, qui a permis aux participants de suivre et de discuter sur la liste de contrôle des éléments requis pour un bon projet de société ou programme politique, qui comprend entre autres, les thèmes transversaux. Ainsi la manière de prendre en compte **ces thèmes transversaux dans les programmes et projets de société fait l'objet de la prochaine session**. Il s'agit particulièrement de la promotion et de l'intégration de la perspective de la diversité, de la représentativité et du genre, des droits de l'homme et de la protection de la liberté ainsi que de l'approche de la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale dans le projet de société et programme politique.

1.3.4. Quatrième session : place des thèmes transversaux dans les programmes et projets de société

1.3.4.1. Perspective de la diversité, de la représentativité et du genre dans les projets de sociétés et programmes politiques malagasy

Ce thème a été développé par Madame Ialfine PAPISY, Experte en genre et en réconciliation. Après l'exposé des objectifs, la facilitatrice a commencé par expliciter le concept genre. La question du genre se réfère à la construction sociale tandis que l'approche genre suppose la considération des différentes opportunités offertes aux hommes et aux femmes, les rôles qui leur sont assignés socialement et les relations qui existent entre eux. Il s'agit de composantes fondamentales qui influent sur le processus de développement de la société et sur l'aboutissement des politiques, des programmes et des projets.

Elle a poursuivi son intervention par la présentation des **instruments internationaux et nationaux relatifs aux droits de la Femme**. Au niveau international, elle a cité entre autres l'objectif 5 de l'ODD qui est de « **parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles** » et la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes - CEDEF, signée et ratifiée par Madagascar, qui prévoit dans son article 2, **la condamnation de la discrimination à l'égard des femmes sous toutes ses formes**. Au niveau national, elle a évoqué la **constitution de la IVe République**, qui dans son article 6, qui indique que **la loi, l'expression de la volonté générale, est la même pour tous, qu'elle protège, qu'elle oblige ou qu'elle punisse**. Ainsi, **tous les individus sont égaux en droit et jouissent des mêmes libertés fondamentales protégées par la loi, sans discrimination fondée, notamment sur le sexe la croyance religieuse ou l'opinion**. Il a aussi le protocole de la SADC sur le Genre et le Développement signé par Madagascar en 2008. Il assure la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décision **en mettant sur pieds des politiques, stratégies et programmes** qui renforcent les capacités des femmes à participer de manière efficace par le biais de formations et de tutorats au leadership et la sensibilisation à la dimension du genre et fournissent des structures d'appui aux femmes occupant des postes de prise de décision.

Par ailleurs, l'oratrice a exposé quelques points à retenir pour **intégrer le genre dans le projet de société qui devrait être reflétée tant aux niveaux de la structure, du processus, des thématiques que des activités**. Il s'agit par exemple de la représentation équitable des femmes et des hommes au sein de la structure du parti politique, en tenant compte des besoins spécifiques des femmes. En outre, les questions liées au genre doivent être pris en compte dans toutes les activités des partis, y compris quand ils sont au pouvoir. Les femmes doivent être également consultées au niveau interne qu'externe pour tout processus de prise de décision. Enfin, elle a souligné que l'intégration de l'approche genre dans chaque thématique de développement (santé, emploi, éducation, gouvernance,...) est fondamentale.

Après débats, questions et réponses, plusieurs idées fortes sont sorties :

Par rapport à la présentation sur les éléments essentiels d'un programme de société des partis politiques :

- La concertation périodique (1fois/mois) entre les partis politiques pour continuer les échanges et définir une vision commune doit se faire dans un lieu neutre pas onéreux et avec la participation des décideurs des partis,
- Les partis politiques doivent obligatoirement avoir un projet de société qui prend en compte les besoins de la population dans sa diversité, dont les femmes et filles
- Le projet de société est un outil qui permet d'ouvrir les débats entre les candidats et les électeurs et entre membres des partis politiques. Il facilite aussi l'orientation du choix des électeurs,
- Les partis politiques au pouvoir disposent de projet de société (AREMA= livre rouge, TIM= MAP), mais leur mise en œuvre dépend toutefois de sa volonté.
- 93% de la population malgache vivent en dessous du seuil de la pauvreté. Le projet de société devrait prendre en compte cette réalité et proposer des solutions adaptées à chaque problématique.



- Les OSC (organisation de la Société Civile) peuvent être associées aux partis politiques et jouer le rôle d'intermédiaire entre eux.
- La candidature indépendante n'est pas problématique. C'est plutôt, le système juridique qui ne permet pas de sanctionner les candidats qui ne respectent pas les lois relatives à l'élection.
- Les partis politiques malgaches disposent plutôt d'un programme électoral et non de projet de société. C'est une fois arrivé au pouvoir qu'ils en disposent.

Par rapport à la promotion du genre :

- La dimension genre est déjà entamée à Madagascar. Toutefois, les discriminations continuent à persister : héritage, accès à l'éducation. Certaines femmes acceptent cette situation car elles ont été élevées de cette manière donc la situation est normale à leur égard.
- Le genre est une question d'éducation. Il y a déjà un principe d'ordre pré- établi. Les opportunités offertes aux hommes et aux femmes ne sont pas identiques dès les jeunes âges. Par ailleurs, certaines coutumes méritent d'être révisées car elles consacrent les discriminations
- Il n'y a aucun développement si on ne considère pas les disparités. A Madagascar, plus de 50% de la population sont des femmes, qui méritent d'être appuyées et accompagnées pour devenir acteurs actifs de développement. Ainsi, les hommes et les femmes doivent se donner les mains.
- Les femmes ont leurs propres besoins. Ainsi, la dimension genre doit être considérée dans les projets de société et les programmes politiques pour être efficaces
- Les femmes sont porteuses d'apaisement en Afrique, ce sont les associations féminines qui ont œuvré pour arrêter la guerre civile.
- Les femmes doivent proposer des stratégies d'intégration de la dimension genre dans la politique nationale et doivent collaborer avec le ministère de la population qui est dirigé par une femme.
- Beaucoup de partis politiques sont ultra conservateurs car ils ne veulent pas considérer la dimension genre dans leur projet de société.
- Les femmes sont actives au sein des partis politiques et peuvent mobiliser beaucoup de gens.
- Certaines femmes sont contre le genre, d'autres reculent quand on leur confie des responsabilités

Les débats sur les deux présentations ont clôturé la première journée de l'atelier.

II. Jour deux, 24 Mai 2017

Les travaux du 2eme jour ont commencé par le rappel succinct par le modérateur des présentations du premier jour, à savoir, les idéologies et les courants de pensées dans le monde, leur transposition



dans les réalités malgaches confrontées à d'autres défis ainsi que la pratique politique ; les éléments requis pour un bon projet de société ainsi que la prise en compte des thèmes transversaux, en l'occurrence, la dimension genre. Ainsi, le modérateur a introduit les deux derniers thèmes transversaux dans les programmes et projets de société, en l'occurrence les droits de l'homme et la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale, présentées successivement.

1.3.5 : Cinquième session : place des thèmes transversaux dans les programmes et projets de société (suite)

1.3.5.1. Droits de l'homme et protection des libertés dans les programmes des partis politiques et leurs obligations

Ce thème a été animé par Monsieur Omer Kalameu, Conseiller en Droit de l'Homme, Haut-commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH). Il a fait un bref rappel de la **primauté des droits de l'homme** qui favorisent l'harmonie sociale car ils constituent une balise contre le désordre, la misère, et la guerre.

En ce qui concerne l'**obligation de respect des droits de l'homme par les partis politiques**, l'orateur a évoqué la législation nationale (loi n° 2011- 012) relative aux partis politiques qui obligent ces derniers à avoir un statut et à élaborer un programme mettant en exergue leurs objectifs.

L'orateur a présenté ensuite l'état des lieux de l'intégration des droits de l'homme dans le manifeste des partis politiques à Madagascar. Il a fait remarquer que le volet droit de l'homme et libertés individuelles est, soit, ignoré, soit, mal formulé dans le programme. En outre, la mise en œuvre des éléments du projet de société/programme (droits de l'homme et libertés fondamentales) est mitigée par les partis politiques. Ainsi, il a recommandé les partis politiques de relever quelques défis. Il s'agit de considérer le projet de société/programme au niveau de la vie du parti et auprès des citoyens, la priorisation du vote programmatique, l'appropriation des principes et standards des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que l'amélioration du niveau d'éducation des citoyens. Pour ce faire, il les a encouragés à saisir les différentes opportunités comme la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la constitution, les instruments internationaux et l'appartenance du pays à différents espaces multilatéraux (COI, SADC, COMESA, OIF...).

Pour conclure son intervention, le facilitateur a présenté quelques types d'initiatives de droits de l'homme à intégrer dans le programme du parti politique. Il a cité entre autres la promotion des droits humains et des libertés fondamentales, garantie de l'édification de la démocratie (à travers les formations, les sensibilisations, les actes, les discours et les symboles) ; la promotion des principes de non- discrimination, d'égalité, et de participation ; la participation politique effective des groupes marginalisés (femmes, jeunes, personnes vivant avec handicap...) ; l'organisation interne respectant les principes de représentativité, de redevabilité, ainsi que de transparence ; l'entretien d'une et la promotion de la culture d'intégrité (lutte contre la corruption et l'impunité)

1.3.5.2. Promotion et intégration de l'approche de la sensibilité aux conflits et cohésion sociale dans les projets de société et programmes politiques



Ce thème a été présenté par Monsieur Jean Paul Kimbulu Kandolo, expert international en dialogue Politique et renforcement des capacités. L'expert a commencé son intervention par l'explication des notions sur la sensibilité aux conflits et la cohésion sociale. La **sensibilité aux conflits** est la « capacité pour une organisation de comprendre le contexte dans lequel elle opère, y compris les causes des conflits ; de comprendre l'interaction entre les activités de l'organisation et ce contexte et d'agir en conséquence. Quant à la **cohésion sociale**, c'est un ensemble des processus sociaux qui contribuent à assurer à tous les individus l'égalité des chances et des conditions, le bien-être économique, social et culturel, afin de permettre à chacun de participer activement à la société et d'y être reconnu.

L'orateur a poursuivi son exposé en énumérant quelques **dimensions/indicateurs de la cohésion sociale**. Il a cité l'appartenance, l'égalité et l'inclusion, la participation et l'engagement ainsi que la légitimité comme dimensions de la cohésion sociale. Il a donné l'exemple d'une des missions politiques confiée au Congrès national africain (ANC) en Afrique du Sud dans son projet de société en tant que parti politique formulées comme suit : l'ANC est un parti pour unir l'ensemble de la population sud-africaine afin de transformer aussi rapidement que possible l'Afrique du Sud en un pays uni, démocratique, non racial, non sexiste et prospère, sur la base des principes de la Charte de la liberté.

Par ailleurs, le facilitateur a évoqué les **principes de base de la sensibilité aux conflits**. Ces principes sont basés sur (i) le processus participatif ; (ii) sur l'impartialité ; ainsi que, (iii) le respect, la transparence et la redevabilité. Par ailleurs, il a fini sa présentation en évoquant la nécessité pour les partis politiques à avoir des mécanismes internes efficaces pour prévenir et régler les différends en leurs seins internes des partis politiques prévus par leur règlement intérieur.

Après débats, questions et réponses, les points ci-après ont été dégagés :

- Les anciennes méthodes d'élaboration de projet de société ne marcheront plus. Il faut maintenant centrer les projets sur les jeunes,
- Les partis politiques doivent sortir de la logique affective et alimentaire mais aller plutôt vers l'approche pragmatique et idéologique
- Les partis politiques doivent se transformer, pour s'adapter aux réalités et défis du moment
- L'utilisation de la langue locale est fondamentale pour conquérir, séduire et convaincre la population,
- Un Etat de droit modèle respecte la démocratie et les droits de l'homme
- La communication doit être positive pour garder l'unité nationale,
- Le problème des projets de société réside non seulement au niveau du contenu mais surtout de son processus d'élaboration et de leur mis à jour, avant de les diffuser auprès du public
- Les partis politiques, qui prestent des services publics, doivent s'organiser pour avoir le financement public (cotisation, impôt, etc.).
- Madagascar a signé le protocole de la SADC en 2001 mais ne l'a pas encore ratifié. Les partis politiques doivent faire des plaidoyers auprès des institutions pour que l'Etat honore son engagement pour la ratification.
- La liberté de manifestation est très limitée à Madagascar

Ces échanges ont marqué la fin de la session.

Après les débats sur les thèmes transversaux dans les réalités politiques des projets de société malagasy, en guise de transition, le modérateur a présenté la sixième session de l'atelier qui concerne les travaux de groupes sur l'élaboration/propositions sous forme de pistes concrètes et innovantes par thème pour l'intégration dans les projets de société et programmes politiques de la promotion du genre ; du respect des droits de l'homme ; et de la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale. Il a rappelé que les travaux de groupes sont destinés à approfondir les thèmes présentés et discutés en plénière. Les participants étaient ainsi, divisés en quatre groupes selon les grandes idéologies courantes à Madagascar sans les nommer en vue d'éviter qu'il soit interprétée comme une imposition occidentale.

1.3.6. Sixième session : Travaux de groupes sur les propositions de pistes concrètes et innovantes par thème

L'orientation des travaux de groupe, en plénière, a été faite par le modérateur principal et par Madame le Représentant Résident Adjoint du PNUD. Les travaux de groupes consistaient à élaborer/proposer une piste concrète et innovante par thème pour l'intégration dans les projets de société et programmes politiques de la promotion du genre ; de la promotion du respect des droits de l'homme ; et de la sensibilité aux conflits et la promotion de la cohésion sociale. Les participants ont été répartis en quatre groupes selon leur affiliation idéologique respective et selon les critères principaux. Le premier groupe fait un focus sur la préservation des structures sociales, focalisation sur la stabilité, l'ordre et la sécurité. Le deuxième groupe rassemble ceux qui considèrent la plupart des inégalités sociales comme des injustes et doivent être réduites. Le troisième groupe réunit les partis politiques qui prônent pour la transformation et l'adaptation de la société de façon progressive et pragmatique, voir opportuniste en conciliant changements et continuité. Le dernier groupe allie les partis qui mettent la liberté individuelle au centre de la politique, assurent le bon fonctionnement d'une économie de marché, sans interventions étatiques. Tous les 4 groupes traiteront les mêmes sujets.

La répartition et l'encadrement des groupes ont été assurés par **Madame Tiana Ratsimbazafy**, Consultante nationale auprès du PNUD.

1.3.7. Septième session : Restitution des travaux de groupes en plénière

Les membres de chaque groupe ont passé en revue au cours de leurs travaux les thèmes abordés lors des présentations et échanges. Il s'agit, notamment, de la perspective de la diversité, de la représentativité et du genre; de l'intégration des droits de l'homme et de la protection des libertés et leurs obligations et de l'intégration de l'approche de la sensibilité aux conflits et cohésion sociale dans les projets de société et programmes politiques malagasy.

Étant donné que les quatre groupes ont été orientés selon leur affiliation, chaque présentation a produit les propositions de pistes concrètes et innovantes ci-après :

Groupe 1 : Focus sur la préservation des structures sociales, focalisation sur la stabilité, l'ordre et la sécurité

I- Promotion du genre

- Renforcer les capacités des femmes sur des thèmes diversifiés : leadership féminin, éducation des femmes, entrepreneuriat féminin, etc. Ces renforcements pourront être organisés par les communautés religieuses et traditionnelles
- Conscientiser toutes les populations pour leur adhésion à la politique du genre, avec des actions d'incitation pour les hommes, par exemple : avantages fiscaux ceux qui scolarisent leurs filles
- Proposer un quota de 20% de femmes aux hauts emplois de l'Etat, ainsi que pour les postes électifs (dans les listes de candidature du parti)
- Promouvoir dans l'éducation nationale, un programme d'éducation des filles ayant accès aux secteurs scientifique et technologique, ainsi qu'aux études supérieures aux fins de plus de leadership dans l'entrepreneuriat
- Associer les femmes dans la mise en œuvre sociale des programmes politiques des partis politiques

II- Respect des droits de l'homme

- Promouvoir le respect du choix religieux et des droits fondamentaux (se nourrir, se vêtir, s'éduquer, être en bonne santé, liberté d'expression encadrée par une loi sur la communication)
- Pour garder ses prérogatives, le « conservateur » a intérêt à ce que la société soit bien organisée. Meilleure organisation et maîtrise, contrôle, supervision de la société (mais non pas changement de structure) en intégrant les informels dans le secteur formel accepté par tous.
- Faire respecter les droits de l'homme, les engagements et les dispositions légales nationaux, régionaux, internationaux (on s'engage, mais on interprète différemment la mise en œuvre, « hypocrite »)

III- Projets politiques intégrant la promotion de cohésion sociale, sensibilité aux conflits

- Promouvoir les mécanismes de gestion des conflits communautaires.
 - > EX : homologuer les « Dina » ex : respect des « Anakandriana » (fils du Roi) et du « tranobe » (maison du Roi)
 - > Professionnaliser les « Andrimasom-pokonolona » ou le comité de sécurité
 - > Renforcer la présence de l'autorité de l'Etat



- > Pour lutter contre les discriminations, renforcer la lutte contre la corruption
- Promouvoir la cohésion sociale, pour la garantie d'accès de tous aux services sociaux administratifs mais payant pour tous

Groupe 2 : Les inégalités sociales sont pour la plupart injustes et doivent être réduites

Le groupe a essayé de définir les inégalités existantes pour mieux proposer des pistes concrètes et innovantes.

I- Promotion du genre

- Mettre en place d'un code d'éthique féminine
- Réviser la loi sur l'héritage
- Promouvoir l'éducation culturelle

II- Respect des droits de l'homme

- Assurer la gratuité de l'éducation et de la santé
- Mettre en place des mutuelles de santé (CSU) sous forme d'assurance ou autre pour le secteur informel.
- Lever un fond d'équité scolaire et médicale
- Renforcer le droit et l'accès à l'information (alphabétisation, promotion de la NTIC, etc.)
- Permettre la couverture nationale aux médias privés qui sont pour l'instant géographiquement limités.
- Renforcer l'autonomie administrative et financière au niveau régional
- Transférer les compétences et des ressources, amélioration de la décentralisation
- Amélioration de la bonne gouvernance
- Implanter des infrastructures de base (EPP, CSB, eau potable, électricité, etc.) au niveau rural
- Elaborer et appliquer des politiques publiques sociales
- Protéger les activités économiques nationales (protectionnisme)
- Assurer l'équilibre régional

III- Projets politiques intégrant la promotion de cohésion sociale, sensibilité aux conflits

- Favoriser l'approche participative et l'implication de la population locale
- Elaborer, régulariser et appliquer les « DINA »
- Assurer l'éducation civique et citoyenne
- Promouvoir le dialogue national, valorisation de l'identité
- Renforcer la culture politique des leaders politiques

Groupe 3 : Transformation et adaptation de la société de façon progressive et pragmatique, voir opportuniste en conciliant changements et continuité

I- Promotion du genre

Développement d'une campagne de sensibilisation :

- Promouvoir l'approche genre dans les régions sensible à savoir les régions sud est, sud, et nord et la prévalence de la loi sur les us et coutumes discriminatoires
- Promouvoir les femmes dans les postes de responsabilités au niveau de poste de décision du parti politique
- Impliquer les autres acteurs non étatique tel que l'église, organisation ancestrale, a intervenir sur la promotion de l'approche genre

Dispositions législatifs

- Prendre des dispositions législatives pour que la dimension genre soit intégrée dans tous les projets de société des partis politiques existants à Madagascar
- Mettre en place des actions affirmatives pour atteindre la parité homme femme
- Prendre des mesures pour que la femme puisse accéder à l'éducation et à l'emploi

Education

- Réintégrer l'instruction civique relative à la promotion de l'approche genre dans le programme de l'éducation nationale

Economie

- Elaborer une politique économique sensible au genre
- Créer une banque spéciale pour les femmes opérateurs économiques

Mécanisme institutionnel

- Créer un ministère de la femme

II- Respect des droits de l'homme

- Adopter des stratégies afin d'effectuer des « alafady » (rites pour lever les interdits) sur des us et coutumes reconnues discriminatoire envers une partie de la population
- Mener des campagnes de sensibilisation particulière sur le « fanarian-jaza » (ou abandon d'enfant)
- Exiger la reconnaissance paternelle de chaque enfant
- Adopter/appliquer la loi sur les Violences Basées sur le Genre - VBG
- Encourager l'élection des notables « olobe » au niveau de la base /proximité
- Rendre effective la couverture nationale de tous les médias à Madagascar

III- Projets politiques intégrant la promotion de cohésion sociale, sensibilité aux conflits



- Vulgariser et sensibiliser les lois existantes au niveau de Collectivités Territoriales Décentralisées - CTD
- Appliquer une politique obligeant la scolarisation de tous les enfants avec mise en place de mesures d'accompagnement.
- Réintégrer dans le programme scolaire l'identité et l'histoire de Madagascar
- Appliquer la loi en vigueur concernant le code électoral
- Prendre des mesures pour mettre en place l'indépendance des institutions (Bianco, justice, média, CFM ...) pour éradiquer la culture d'impunité

Groupe 4 : Mettre la liberté individuelle au centre de la politique, assurer le bon fonctionnement d'une économie de marché, sans interventions étatiques

I-Promotion du genre

- Accentuer l'autonomisation financière par la création d'une banque pour les femmes
- Encourager les discriminations positives (dès leur plus jeune enfance) couplée par une formation intensive des femmes
- Promouvoir les quotas sur base de critère égale pour la participation de tous au niveau des Communes
- Assurer la participation féminine à toutes les différentes élections

II-Respect des droits de l'homme

- Faire appliquer effectivement le droit des handicapés
- Prévoir la nomination aux hautes fonctions Etatique issue des Partis Politiques

III- Projets politiques intégrant la promotion de cohésion sociale, sensibilité aux conflits

- Assurer l'accès libre à l'audio-visuel public
- Créer une Chaîne spéciale publique pour les femmes
- Exiger l'obligation de résultat aux membres de hautes fonctions de l'Etat pour une redevabilité durant leur mandat

1.3.8. Propositions des partis politiques pour améliorer le code et les pratiques électorales

Cette dernière présentation a été faite par Monsieur Razafindrakoto Fanomezana Niary Francis, du parti TGV qui est le rapporteur du comité de suivi des recommandations des ateliers des partis politiques. Après l'introduction du sujet par la présidente du comité, le rapporteur a exposé les résultats des travaux du comité sur les propositions d'amélioration du code et des pratiques électorales à Madagascar. Il a insisté qu'à travers l'analyse des expériences antérieures en matière d'élection, le comité a pris l'initiative d'apporter leur contribution. Ainsi, cette présentation vise

JPRK

l'adhésion des partis politiques aux propositions. Toutefois, le comité reste ouvert pour accueillir d'autres idées ou contributions avant soumission du dossier à ce qui a de droit.

Des propositions ont été émises pour les différentes rubriques du code électoral, notamment par rapport à la structure d'organisation des élections (CENI), aux pratiques présidentielles, à la candidature, à la période électorale, à la liste électorale, à la pièce justificative exigée aux électeurs, à la circonscription électorale, aux observateurs électoraux, à la campagne électorale, à l'accès aux médias public, au bulletin de vote, à l'emplacement des bureaux de vote et par rapport à la collecte et à l'acheminement des résultats. Les propositions du comité portent entre autres sur la révision de la composition du CENI, la suppression du ministère chargé des projets présidentiels et l'obtention de parrainage pour les candidats indépendants.

Dans les débats, plusieurs idées fortes sont sorties :

- Les partis politiques sont sollicités à envoyer leurs contributions et/ou amendements au comité de suivi des recommandations des ateliers.
- Le comité de suivi assurera la consolidation des diverses recommandations, amendements, et propositions ainsi que la finalisation du document.
- Pour la suite, le comité assurera le dépôt et le suivi du document auprès des institutions. Il mènera aussi des actions de plaidoyer et de lobbying auprès de ces institutions pour la prise en compte des recommandations.
- La prévention et la sanction des fraudes électorales méritent d'être prises en compte dans cette proposition d'amélioration
- Le dépôt de candidature doit se faire 01 an avant l'élection pour mieux préparer les campagnes électorales
- Le PNUD est sollicité à suivre la prise en compte par les institutions des diverses recommandations/ amendements des partis politiques

Autres idées contradictoires :

Pour le représentant du parti politique HVM, cette proposition est inutile car les partis politiques sont déjà représentés au sein du CENI, dans la commission consultative. Il a souligné que la composition des membres du CENI est régie par la loi, donc il est difficile de la modifier. En outre, il a recommandé le comité de retirer leur proposition sur la suppression du ministère en charge des projets présidentiels.

4- Galerie des PHOTOS





Madame Marie Dimond, Représentant Résident Adjoint du PNUD, livrant son allocution lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier



Madame Eliana Bezaza, Présidente du comité de suivi des recommandations, entouré des membres du comité lors de son allocution à la cérémonie d'ouverture



Monsieur, Célestin RASOLOMAHOLY RAKOTOZANANY, Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, qui a représenté Monsieur le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, prononçant le discours lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier



Monsieur Marcus Schneider, Monsieur Jeannot Rasoloarison et Monsieur Jean Aimé Raveloson, représentants du F.E.S lors de la présentation des thèmes sur les idéologies politiques

JPONK



Monsieur Jean Paul Kimbulu Kandolo, Expert International en Dialogue politique et renforcement de capacités du PNUD, modérateur principal de l'atelier, modérant les interventions et débats



Monsieur Omer Kalameu, Conseiller en Droit de l'Homme et haut Commissariat des NU aux Droits de l'Homme, lors de sa présentation sur « Droits de l'homme et protection des libertés dans les programmes des partis politiques et leurs obligations »



Orientation des travaux de groupe par Monsieur Jean Paul Kandolo et Madame Marie Dimond

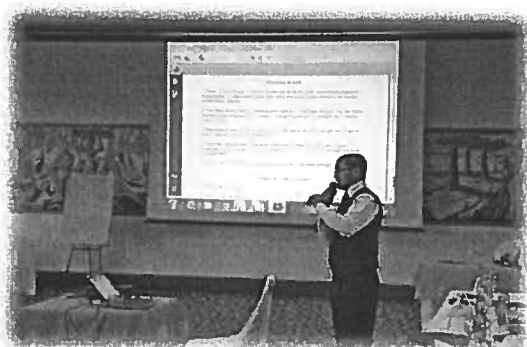
JPK



Monsieur Serzhino Beharisoa de l'UN-PBF
encadrant les travaux de groupe



Mme Tiana Ratsimbazafy, consultante nationale du Pnud,
encadrant les travaux de groupe



Les représentants des groupes restituant les résultats de leur proposition de pistes concrètes et innovantes



Les représentants des groupes restituant les résultats de leur proposition de pistes concrètes et innovantes

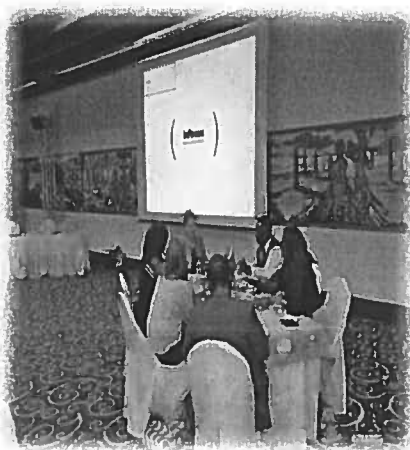
JPak



Les partenaires et leaders des partis politiques invités lors de la cérémonie d'ouverture



Vue d'ensemble des participants de l'atelier



Briefing à la fin de la première journée d'atelier



Monsieur Jean Paul Kimbulu Kandolo, Expert international en Dialogue politique et renforcement de capacités du PNUD, modérateur principal de l'atelier, présentant un thème



JPK



Présence de Valérie de Campos Mello, Team leader, Département des Affaires politiques, Division Afrique, New York, à gauche



Tour de table des participants par groupe et partis politique par un délégué du MID


 Jean Paul Kambale


5- Annexes :

- 1- Revues de presse de couverture de l'atelier
- 2- TDRs
- 3- Note conceptuelle
- 4- Agenda
- 5- Fiches de présence

JP

Sommaire

1.1. CÉRÉMONIE D'OUVERTURE	4
1.2. PARTICIPANTS	5
1.3. DÉROULEMENT DE L'ATELIER	5
1.3.1. PREMIÈRE SESSION : CONTEXTE, OBJECTIFS, RÉSULTAT ET INTÉRÊT	6
1.3.2. DEUXIÈME SESSION : ÉLÉMENTS REQUIS, CONDITIONS DE PROJETS DE SOCIÉTÉS ET PROGRAMMES POLITIQUES PORTEURS	6
1.3.3. TROISIÈME SESSION : PRODUITS/OUTILS PRATIQUES	10
1.3.4. QUATRIÈME SESSION : PLACE DES THÈMES TRANSVERSAUX DANS LES PROGRAMMES ET PROJETS DE SOCIÉTÉ	11
1.3.5. CINQUIÈME SESSION : PLACE DES THÈMES TRANSVERSAUX DANS LES PROGRAMMES ET PROJETS DE SOCIÉTÉ (SUITE)	14
1.3.5.1. DROITS DE L'HOMME ET PROTECTION DES LIBERTÉS DANS LES PROGRAMMES DES PARTIS POLITIQUES ET LEURS OBLIGATIONS	14
1.3.6. SIXIÈME SESSION : TRAVAUX DE GROUPES SUR LES PROPOSITIONS DE PISTES CONCRÈTES ET INNOVANTES PAR THÈME	16
1.3.7. SEPTIÈME SESSION : RESTITUTION DES TRAVAUX DE GROUPES EN PLÉNIÈRE	16
4- GALERIE DES PHOTOS	21
MONSIEUR OMER KALAMEU, CONSEILLER EN DROIT DE L'HOMME ET HAUT COMMISSARIAT DES NU AUX DROITS DE L'HOMME, LORS DE SA PRÉSENTATION SUR « DROITS DE L'HOMME ET PROTECTION DES LIBERTÉS DANS LES PROGRAMMES DES PARTIS POLITIQUES ET LEURS OBLIGATIONS »	23
5- ANNEXES :	27

DPK

Facture numéro sept (7) d'honoraires de prestations de service de consultation-expertise en renforcement de capacités et dialogue pour le mois de Mai 2017, soit du 16 au 31 Mai 2017 au PNUD Madagascar

Forfait mensuelle prévu dans le contrat signé entre parties du 03/11/16 tel qu'amendé le 15 mai 2017, pour un montant de 7,540 US\$, couvrant le période du 16 au 31 mai 2017 et correspondant à la préparation, à l'organisation technique et à l'animation et à la modération des travaux de l'Atelier interactif avec les partis politiques à Madagascar sur « *l'élaboration de projets de société et de programmes politiques pour une démocratie apaisée et inclusive* », Hôtel Carlton, Anosy, 23-24 Mai 2017.

Les prestations incluait les tâches ci-après : recherche, conception, élaboration, conseil-appuis, orientation stratégique sur la substance, contexte, objectifs, résultats, méthodologie) ; les documents conçus, élaborés et validés (TDR, agenda, invitations, discours), disponibles, même si la réalisation matérielle a été reportée ultérieurement à cause de conflits d'agenda et de la décision du management, dont les sommaires des résultats et produits ci-joint.

Le Prestataire individuel a assuré la prestation des services de Consultant International, Expert en Renforcement de capacités et dialogues (Capacity Building and Dialogue Expert).

Jean-Paul Kimbulu Kandolo

Antananarivo, le 09/06/2017

Annexes :

1. **Sommaire rapport technique de consultation mois 6** de l'Atelier interactif des Atelier interactif avec les partis politiques à Madagascar sur « *l'élaboration de projets de société et de programmes politiques pour une démocratie apaisée et inclusive* », Hôtel Carlton, Anosy, 23-24 Mai 2017
2. ***Rapport technique de prestation de consultation Atelier interactif des Atelier interactif avec les partis politiques à Madagascar sur « l'élaboration de projets de société et de programmes politiques pour une démocratie apaisée et inclusive », Hôtel Carlton, Anosy, 23-24 Mai 2017***
3. **TDR et agenda de l'atelier**



Projet de renforcement des capacités multi- acteurs à Madagascar

***Atelier interactif avec les partis politiques à
Madagascar sur « l'élaboration de projets de
société et de programmes politiques pour une
démocratie apaisée et inclusive »***

Termes de référence

Hôtel Carlton, Antananarivo, Madagascar

Atelier 23 au 24 Mai 2017

**Les Nations Unies
En collaboration avec le Gouvernement malgache et l'Union Africaine**

**Programme de renforcement des capacités
Avec l'appui technique et financier
Du Programme des Nations Unies pour le Développement**

DSR

1. Contexte

Après la crise de 2009, Madagascar a connu une période de turbulence politique qui a conduit la SADC, avec l'appui des Nations Unies, à mener une médiation qui a aidé les protagonistes malgaches à trouver une issue pacifique à la crise, avec la signature de la feuille de route en Septembre 2011. Celle-ci a ouvert la voie à la tenue des élections présidentielle et législatives en décembre 2013, les élections communales et sénatoriales respectivement en juillet et décembre 2015. Ces scrutins ont marqué le retour à l'ordre institutionnel et la restauration d'une paix relative à Madagascar. Cependant, malgré la mise en place de nouvelles institutions, la situation politique à Madagascar reste fragile. La méfiance mutuelle persiste entre acteurs politiques.

Or, en dépit de leur activisme, **les partis politiques malgaches** connaissent certaines faiblesses notamment, l'absence de programme politique et idéologique, la faiblesse d'éducation citoyenne, la primauté des intérêts individuels et partisans, et la réticence de se déclarer officiellement dans l'opposition¹.

Pour ce faire, les partis politiques souhaitent être outillés à l'élaboration des projets de société et des programmes politiques **axés sur les grandes tendances idéologiques** à présenter à la population pour obtenir leur adhésion.

Généralement, les partis politiques jouent un rôle vital dans la vie démocratique en tant que piliers représentatifs. Ils mobilisent et enrôlent leurs militants, sensibilisent l'opinion publique, élaborent et font connaître leurs idées et programmes en campagnes électorales pour concourir aux postes électifs.

C'est dans cette optique que l'atelier interactif avec les partis politiques tenu les 29 et 30 Août 2016 à l'Hôtel Ibis de Tana, les avait entretenus sur la professionnalisation de la vie politique, les principes de la démocratie et de l'état de droit, les rôles et responsabilités des partis dans la gestion participative. Ils avaient échangé sur l'organisation professionnelle dans un parti, en plus de leurs missions d'éducation des citoyens et de promotion.

En 2017, un autre atelier interactif avec les partis politiques tenu à l'Hôtel Carlton, les 21-23 février à Madagascar était focalisé sur « *le leadership et leur contribution à la consolidation de la paix et de la démocratie* ». Les participants ont mis en place un comité de suivi des recommandations et désigné les 20 membres issus de différentes sensibilités.

Le 30 Mars 2017, les travaux étaient organisés avec le comité de suivi des recommandations des partis politiques sur l'organisation interne et la planification des activités, tenus à l'Hôtel- Tamboho, Antananarivo. Ils avaient aussi tenu leurs réunions internes, et planifié le présent atelier sur le thème « *élaboration de projet de société et de programmes politiques pour une démocratie apaisée et inclusive* » qui prend en compte la promotion du genre, de la jeunesse et des droits de l'homme ».

En effet, la communication politique exige que l'homme politique se synchronise avec son public. Selon Robert Larssonneur, c'est l'affaire de programmes et de projet de société. En principe, toute



¹ En dépit de l'article 4 de la Constitution et la loi no 2011-013 du 9 septembre 2011 portant statut de l'opposition

formation politique engagée dans la course au pouvoir doit présenter un projet de société à la population pour l'amener à adhérer à ce projet pour le futur gouvernement.

Le programme d'un parti inclue tous les documents qui l'aident à exprimer son opinion sous forme de projet de société ou des programmes pour les élections.

La loi 2011-012 relative aux partis politiques du 18 août 2011 précise, en son chapitre I relatif aux dispositions générales, qu'un *parti politique défend et met en œuvre un programme politique pour le développement socioéconomique et culturel de la nation. Il exprime ses objectifs dans un programme politique.*

Il en résulte qu'en plus d'être structuré et organisé à l'interne, les partis, ont besoin d'avoir des idées et arguments **idéologiques fondés sur les courants de pensées et de vision** pour séduire ou convaincre les électeurs, en produisant des programmes réalistes et raisonnables², sensibles aux droits de l'homme, au genre et à la cohésion sociale. Ils y proposent de mécanismes et institutions empêchant que les facteurs de division ne mettent en péril la paix sociale ; de mesures visant à combattre la pauvreté et l'exclusion.³⁴.

L'objectif ultime étant d'aider à créer un environnement propice à la consolidation de la paix, à la démocratie apaisée et aux élections crédibles, transparentes, pacifiques et inclusives en 2018. Aussi, les Nations Unies organiseront ces activités avec le Gouvernement malgache et l'UA⁵.

2. Objectif général

Objectif général

L'objectif général poursuivi par l'atelier est de contribuer à la promotion d'une vie politique sereine à travers l'élaboration des programmes et des projets politiques appropriés et les débats d'idées axés sur les idéologies, courants de pensées, ou une vision de la société, de la démocratie apaisée et la cohésion sociale.

Objectifs spécifiques

² <http://www.revue-projet.com/articles/2005-1-dans-les-partis-politiques/>

³ Certaines des activités proposées seront intégrées dans les projets liés au Plan Prioritaire de Consolidation de la Paix pour le Madagascar.

⁴ Le présent projet s'inscrit dans le cadre des priorités du Gouvernement, en matière de « Gouvernance, État de Droit, Sécurité, Décentralisation, Démocratie, Solidarité nationale (voie 1) », du Plan National de Développement (PND). Il entend favoriser la réconciliation nationale telle que mentionnée dans la Feuille de Route pour la sortie de crise à Madagascar, qui prévoit, à son paragraphe 28, un soutien technique des Nations Unies au processus de dialogue. (& 28) En outre, ces ateliers contribuent à l'Effet 2 du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF) (2015-2019) au Madagascar, qui prévoit de rendre « les institutions publiques, la société civile et les médias, à même d'exercer leurs rôles et d'être redevables pour une gouvernance apaisée. Il contribue aussi au résultat 1 du Document de Programme de Pays du PNUD 2015-2019 (CPD) : les collectivités territoriales décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones d'interventions sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité et le relèvement.... Enfin, le Plan de travail 2017 Projet 'Appui aux activités pré-électorales et aux acteurs politiques, signé entre le PNUD et la CENI prévoit, à son produit 2, le renforcement des capacités des acteurs clés de la vie politique afin qu'ils contribuent à la consolidation de la paix et à la démocratie.

⁵ Au regard de ce qui précède, à la demande du Gouvernement Malgache, le PNUD et le Département des affaires politiques des Nations Unies ont développé un projet à court terme de renforcement des capacités afin de permettre aux acteurs identifiés dont, les Partis politiques de contribuer plus efficacement au processus démocratique

De manière plus spécifique, l'atelier vise à atteindre les objectifs ci-après :

- Discuter avec les partis politiques des processus, des stratégies et des pistes de réflexion pour élaborer et faire connaître leurs idées et programmes de sociétés axées sur leurs idéologies ou grands courants de pensées ou des solutions alternatives tant pendant les élections que pendant les périodes non-électorales
- Offrir aux participants des outils pratiques pour faciliter l'échange d'idées, de vision et l'élaboration des programmes et projets politiques déclinés et nuancés selon les idéologies adaptées aux réalités malagasy
- Inviter les partis à engager les débats d'idées et à être à l'écoute de leurs bases afin de proposer leurs pensées ou les choix alternatifs réalistes et raisonnables sous forme de programmes avec efficacité en faveur de la démocratie apaisée et inclusive.
- Identifier les stratégies et les axes prioritaires pour la prise en compte dans leurs projets de société et programmes politiques les exigences de la diversité/représentativité, notamment, la promotion du genre, de la jeunesse et des droits de l'homme ainsi que la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale
- Encourager les participants à articuler les grandes lignes de leurs actions prioritaires qui découlent d'une vision cohérente de société, déclinée en selon leurs visions/pensées partisans ou idéologiques pour promouvoir une pratique politique basée sur des visions et des idées

3. Résultats escomptés

- Les partis politiques discutent sur les processus, les stratégies et les pistes de réflexion pour mieux élaborer et faire connaître leurs idées et programmes de société ou des solutions alternatives tant pendant les élections que pendant les périodes non-électorales
- Ils disposent des outils pratiques pour faciliter l'échange d'idées, de vision au tour des éléments fondamentaux requis aux réalités malagasy ; l'élaboration des programmes et projets politiques déclinés et nuancés selon les tendances idéologiques adaptées aux réalités malagasy
- Ils s'exercent à se regrouper selon les idéologies ou les grands courants de pensées, à engager les débats et à être à l'écoute de leurs bases afin de proposer les leurs idées ou les choix alternatifs réalistes et raisonnables sous forme de programmes concrets qui contribuent à la démocratie apaisée et inclusive.
- Ils sont amenés à identifier les stratégies et les axes prioritaires pour intégrer dans leurs projets de société et programmes politiques, les exigences de la diversité/représentativité,



notamment, la promotion du genre, de la jeunesse et des droits de l'homme ainsi que la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale

- Les participants sont encouragés à articuler les grandes lignes de leurs actions prioritaires qui découlent d'une vision cohérente de société, déclinée en selon leurs visions/pensées partisans ou idéologiques en pour promouvoir une pratique politique basée sur des visions et des idées.

4. Cibles

L'Atelier interactif sur « l'élaboration de projets de société et de programmes politiques pour une démocratie apaisée et inclusive » s'adresse en particulier, aux 75 responsables (chefs de partis, membres du bureau politique ou leurs délégués avec pleins pouvoirs, des partis politiques représentatifs des 12 groupes existant, en raison de 2 délégués des 23 partis politiques parlementaires et un délégué par parti extra parlementaire. En plus de 7 représentants du ministère de l'intérieur et l'Office National de Concertation sur la décentralisation.

5. Méthodologie et approche technique

- La méthodologie repose sur des réunions préparatoires, les échanges, les groupes de discussion, les présentations magistrales, des études de cas concrets. Les sessions sont fondées sur l'approche participative et le transfert de compétence. Des travaux en groupes approfondiront les thèmes développés pendant les communications et d'amener les participantes à réfléchir sur les actions à entreprendre.
- Les sessions seront animées par l'expert international en dialogue et renforcement des capacités, modérateur principal, assisté des personnes ressources nationales provenant de Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), et d'une consultante nationale. Cette dernière conduira les travaux de groupe. L'équipe sera appuyée par une équipe de 4 à 5 personnes provenant du ministère de l'intérieur et de la décentralisation pour assurer le secrétariat et le rapportage.

6. Thèmes et modules proposés

- **Première session : contexte, objectifs, résultat et intérêt**
 - Rappel sur les conclusions des ateliers précédents et calendrier
 - Contexte, des objectifs, résultats et intérêt de l'atelier sur l'élaboration de projets de sociétés et programmes politiques intégrant les thématiques transversaux (genre, droit de l'homme, jeunesse, sensibilité aux conflits et cohésion sociale) (cadre, bonnes pratiques),

JPK

- **Deuxième session : Éléments requis, conditions de projets de sociétés et programmes politiques porteurs**
 - Idéologies/projet de société/programmes politiques et pratiques malagasy et partis politiques. Outils
- **Troisième session : Produits/outils pratiques**
 - Liste de contrôle/structure/ et éléments clés indispensables d'un projet de société/programme politique. Exemple de deux projets de société/programme politiques efficaces et processus/étapes de formulation
- **Quatrième session : Les thèmes transversaux dans les programmes et projets de société**
 - Perspective de la diversité, de la représentativité et du genre dans les projets de sociétés et programmes politiques malagasy
 - Place de renforcement des droits de l'homme et les politiques de protection des libertés, dans programmes des partis politiques et leurs obligations
 - Approche de la sensibilité aux conflits et cohésion sociale dans les projets de société et programmes politiques
- **Cinquième session : exercices pratiques :**

Orientation et répartition des groupes selon les tendances idéologiques pour encourager l'interaction et le dialogue les exercices pratiques de regroupements fondés sur les courants de pensées et de vision: recommandations pour une meilleure articulation des grandes lignes/idées maitresses d'un projet de société et programmes politiques idéologiques des partis politiques qui intègrent les dimensions "genre", "jeunesse" et « la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale » :

 - Répartition en quatre groupes selon leur affiliation idéologique respective :
 - (i) droite/conservateurs
 - (ii) gauche/socialistes/communistes
 - (iv) centre/indépendants ;
 - (iv) libéraux
 - Tous les 4 groupes traiteront des mêmes sujets axés sur l'idéologie du groupe concerné:

Thème 1 :

- Élaboration/proposition de grandes lignes /liste de contrôle/structure des éléments fondamentaux des programmes et projets politiques adaptés aux réalités malagasy

Thème 2 :

- Élaboration/proposition de quelques pistes possibles pour l'intégration des droits de l'homme et de la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale, dans les projets de société et programmes politiques

Thème 3 :

- Élaboration/proposition de quelques mesures/actions possibles pour la prise en compte de la dimension « genre » et « jeunesse » dans le projet de société et les programmes politiques

JPRAK



*Au service
des peuples
et des nations*

DPK

Note conceptuelle

Atelier interactif avec les partis politiques à Madagascar sur « l'élaboration des projets de société et leurs programmes politiques sensibles à la promotion du genre, de la jeunesse et des droits de l'homme pour une démocratie apaisée et inclusive », 23-24 Mai, 2017, Hôtel Carlton, Antananarivo, Madagascar

1. Contexte

En dépit de leur activisme, *les partis politiques malgaches* connaissent certaines faiblesses notamment, l'absence de programme politique et idéologique, la faiblesse d'éducation citoyenne, la primauté des intérêts individuels¹.

Pour ce faire, les partis politiques ont sollicité d'être outillés à l'élaboration des projets de société et des programmes politiques à présenter à la population pour obtenir leur adhésion. Telle est l'une des recommandations issues de leurs travaux au sein du comité de suivi des recommandations réunis à l'Hôtel- Tamboho, Antananarivo, le 30 Mars 2017. À la fin de ces travaux, Ils ont planifié le présent atelier.

En effet, toute formation politique engagée dans la course au pouvoir se doit de présenter un projet de société à la population pour l'amener à adhérer à ce projet pour le futur gouvernement. Le programme d'un parti inclue tous les documents qui l'aident à exprimer son opinion sous forme de projet de société pour les élections.

La loi 2011-012 relative aux partis politiques du 18 aout 2011 précise, en son chapitre I relatif aux dispositions générales, qu'un *parti politique défend et met en œuvre un programme politique pour le développement socioéconomique et culturel de la nation. Il exprime ses objectifs dans un programme politique.*

2. Objectif général

L'objectif général poursuivi par l'atelier est de contribuer à la promotion d'une vie politique sereine à travers l'élaboration des programmes et des projets politiques appropriés et les débats d'idées axés sur une vision de la société, de la démocratie apaisée et la cohésion sociale.

De manière plus spécifique, l'atelier vise à atteindre les objectifs ci-après :

1. Discuter avec les partis politiques des processus, des stratégies et des pistes de réflexion pour élaborer et faire connaître leurs idées et programmes de société ou des solutions alternatives à la population tant pendant les élections que pendant les périodes non-électorales

¹ En dépit de l'article 4 de la Constitution et la loi no 2011-013 du 9 septembre 2011 portant statut de l'opposition



2. Offrir aux participants des outils pratiques pour faciliter l'échange d'idées, de vision et l'élaboration des programmes et projets politiques déclinés et nuancés selon les étiquettes partisans ou idéologiques adaptés aux réalités malagasys
3. Inviter les partis à engager les débats et à être à l'écoute de leurs bases afin de proposer leurs idées ou les choix alternatifs réalistes et raisonnables sous forme de programmes avec efficacité en faveur de la démocratie apaisée et inclusive.
4. Identifier les stratégies et les axes prioritaires pour la prise en compte dans leurs projets de société et programmes politiques les exigences de la diversité/représentativité, notamment, la promotion du genre, de la jeunesse et des droits de l'homme ainsi que la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale
5. Encourager les participants à articuler leurs actions prioritaires qui découlent d'une vision cohérente de société qui sera déclinée en selon leurs visions/pensées partisans ou idéologiques pour promouvoir une pratique politique basée sur des visions et des idées

3. Résultats escomptés

- Les partis politiques discutent sur les processus, les stratégies et les pistes de réflexion pour mieux élaborer et faire connaître leurs idées et programmes de société ou des solutions alternatives à la population tant pendant les élections que pendant les périodes non-électorales
- Ils disposent des outils pratiques pour faciliter l'échanges d'idées, de vision au tour des éléments fondamentaux requis aux réalités malagasys et l'élaboration des programmes et projets politiques déclinés et nuancés selon les étiquettes partisans ou idéologiques adaptés aux réalités malagasys
- Ils s'exercent à engager les débats et à être à l'écoute de leurs bases afin de proposer les leurs idées ou les choix alternatifs réalistes et raisonnables sous forme de programmes concrets qui contribuent à la démocratie apaisée et inclusive.
- Ils sont amenés à identifier les stratégies et les axes prioritaires pour intégrer dans leurs projets de société et programmes politiques, les exigences de la diversité/représentativité, notamment, la promotion du genre, de la jeunesse et des droits de l'homme ainsi que la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale
- Les participants sont encouragés à articuler leurs actions prioritaires qui découlent d'une vision cohérente de société, déclinée en selon leurs visions/pensés partisans ou idéologiques en pour promouvoir une pratique politique basée sur des visions et des idées.
-

4. Cibles

Les ateliers interactifs sur le renforcement des capacités des partis politiques malgaches s'adressent en particulier, aux 75 responsables des partis politiques représentatifs des 12 groupes existant, en raison de 2 délégués des 22 partis politiques parlementaires et un délégué par parti extra parlementaire. En plus de 7 représentants du ministère de l'intérieur et l'Office National de Concertation sur la décentralisation.





Annexe : agenda



*Au service
des peuples
et des nations*

*Jean Paul
KANDAO*

Projet de renforcement des capacités multi-acteurs à Madagascar

Atelier interactif avec les partis politiques à Madagascar sur « l'élaboration de projets de société et de programmes politiques pour une démocratie apaisée et inclusive »

23-24 Mai, 2017, Hôtel Carlton, Antananarivo, Madagascar

AGENDA

Heures	Activités/ Thèmes	Animateur/présentateur	Durée
Jour 1			
8h30-9h00	Arrivée des participants		
9h00-09h30	Cérémonie d'ouverture : - Allocution du Représentant Résident du PNUD et Coordonnateur du SNU - Mot de la présidente du Comité de suivi des recommandations des partis politiques - Discours de lancement : Représentant du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. -	Maitre de cérémonie : Point focal du Ministère de l'Intérieur	30 mn
09h30-10h	Photo de famille suivie de Cocktail de bienvenue		
Première session : contexte, objectifs, résultat et intérêt			
10h-10h15	Présentation des participants par partis ou groupes présents	Jean-Paul Kimbulu Kandolo (JPKK), Expert international en Dialogue et en renforcement de capacité, PNUD	15min
10h15-10h30	Brief rappel des conclusions des ateliers précédents Présentation du contexte, objectifs, résultats et intérêt de l'élaboration de projets de sociétés et programmes politiques intégrant les thématiques transversaux (genre, droit de l'homme, jeunesse, sensibilité aux conflits et cohésion sociale ; cadrage, bonnes pratiques, éléments requis)		15 mn
Deuxième session : éléments requis, conditions de projets de sociétés et programmes politiques porteurs			
10h30-11h15	<ul style="list-style-type: none">Les idéologies principales dans le mondeLa traduction de ces idéologies dans le contexte MalagasyLes pratiques politiques à Madagascar	FES	45mn
11h15-12h30	Débats	Modérateur (JPKK)	75 mn
12h30-14h00	Pause déjeuner		

JPKK

Troisième session : produits/outils pratiques

14h00-14h30	Liste de contrôle/structure/ et éléments clés/indispensables d'un projet de société/programme politique/Exemple de deux projets de société/programme politiques efficaces et processus/étapes de formulation	JPKK	30 mn
14h30-15h30	Débats	Modérateur (JPKK)	60 mn
15h30-16h	Pause-café		
16h-16h20	Comment promouvoir et intégrer la perspective de la diversité, de la représentativité et du genre et leur place dans les projets de sociétés et programmes politiques malagasy	Ialfine Papisy, Experte en genre/réconciliation	20 mn
16h20-17h00	Débats	Modérateur (JPKK)	40 mn
17h00	Fin des travaux		

Jour 2

08h30-9h00	Arrivée des participants		15min
9h00-9h15	Restitution de la première journée -observations	Rapporteur-JPKK	15min

Quatrième session : place des thèmes transversaux dans les programmes et projets de société (suite)

09h15-9h35	Comment promouvoir et intégrer les droits de l'homme et protection des libertés et leur place dans programmes des partis politiques et leurs obligations	Omer Kalameu, conseiller en Droit de l'homme, Haut- Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH)	20 mn
9h35-9h55	Comment promouvoir et intégrer l'approche de la sensibilité aux conflits et cohésion sociale dans les projets de société et programmes politiques	JPKK	15min
9h55-10h30	Débats	Modérateur (JPKK)	35 min

10h30-11h00 Pause café

Cinquième session : Travaux de groupes

11h00-13h00	Répartition en quatre groupes selon leur affiliation idéologique respective (i) droite/conservateurs ; (ii) gauche/socialistes/communistes ; (iv) centre/indépendants ; (iv) libéraux Tous les 4 groupes traiteront des mêmes sujets axés sur	Tiana Ratsimbazafy, Consultante Nationale, PNUD Personnes ressources	120mn
-------------	--	--	-------

	l'idéologie du groupe concerné en se basant sur la structure présentée dans la session 3 de l'atelier <ul style="list-style-type: none"> Élaboration/proposition de quelques pistes possibles pour l'intégration de la dimension genre, droits de l'homme, et de la sensibilité aux conflits et à la cohésion sociale, dans les projets de société et programmes politiques 		
13h00-14h00 : Déjeuner			
Cinquième session : Restitution des travaux des groupes en plénière			
14h00-14h20	Présentation/restitution du groupe1	Tiana Ratsimbazafy, Consultante Nationale, PNUD	20 mn
14h20-14h40	Débats	Tiana Ratsimbazafy, Consultante Nationale, PNUD	20 mn
14h40-15h00	Présentation/restitution du groupe2		20mn
15h00-15h20	Débats		20 mn
15h20-15h50	Pause-café		
15h50-16h10	Présentation/restitution du groupe 3		20 mn
16h10-16h30	Débats		20 mn
16h30-16h50	Présentation/restitution du groupe 4		20 mn
16h50-17h10	Débats		20 mn
17h10-17h45	<ul style="list-style-type: none"> Evaluation de l'atelier Lecture des recommandations Clôture des travaux 	- Tiana Ratsimbazafy, Consultante Nationale, PNUD - MCRI	35mn

[Signature]